



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9472^e séance

Vendredi 10 novembre 2023, à 15 heures
New York

Provisoire

Présidents : M. Zhang Jun/M. Geng Shuang (Chine)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. França Danese
Émirats arabes unis	M ^{me} Nusseibeh
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M ^{me} Bongo
Ghana	M. Agyeman
Japon	M ^{me} Shino
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Afonso
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
Suisse	M ^{me} Baeriswyl

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Expression de condoléances

Le Président (*parle en chinois*) : En ce début de séance, je voudrais, à la demande de la délégation des Émirats arabes unis et au nom des membres du Conseil de sécurité, demander à toutes les personnes présentes de se lever et d'observer une minute de silence pour tous les civils israéliens et les ressortissants étrangers qui ont perdu la vie en Israël le 7 octobre, et tous les civils palestiniens qui ont perdu la vie dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, ainsi que tous les membres du personnel de l'ONU, les personnels de santé et les journalistes qui ont perdu la vie dans la bande de Gaza.

Je demande à toutes les personnes présentes de se lever pour observer une minute de silence en leur mémoire.

Les membres du Conseil de sécurité observent une minute de silence.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant d'Israël à participer à la présente séance.

Je propose que, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique établie en la matière, le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, et M. Marwan Jilani, Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Ghebreyesus.

M. Ghebreyesus (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de me donner l'occasion d'informer les membres sur la situation sanitaire à Gaza.

Je tiens à préciser d'emblée que je comprends parfaitement la colère, le chagrin et la peur du peuple israélien à la suite des attaques horribles, barbares et injustifiables menées par le Hamas et d'autres groupes armés contre des civils israéliens le 7 octobre. La mort de 1 400 personnes et les blessures infligées à plus de 7 200 autres dépassent l'entendement. Pour les personnes survivantes et les familles des victimes, les conséquences sur la santé mentale se feront sentir pendant longtemps. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est terriblement inquiète pour la santé et le bien-être des otages israéliens à Gaza, dont beaucoup sont des personnes âgées, des enfants et des personnes ayant des besoins médicaux urgents. Il y a deux semaines, je me suis entretenu avec des familles d'otages et je les rencontrerai à Genève la semaine prochaine. Je partage leur peine et leur peur. Je comprends également la colère, le chagrin et la peur des habitants de Gaza, qui ont déjà souffert de 16 années de blocus et qui voient aujourd'hui leurs familles, leurs maisons, leurs communautés et leur vie détruites.

La situation sur le terrain est indescriptible : des couloirs d'hôpitaux bondés de blessés, de malades et de mourants, des morgues qui débordent, des opérations chirurgicales sans anesthésie, des dizaines de milliers de personnes déplacées se réfugiant dans des hôpitaux et des familles entassées dans des écoles surpeuplées, cherchant désespérément de la nourriture et de l'eau. Plus de 10 800 personnes ont été tuées à Gaza, dont près de 70 % de femmes et d'enfants. En moyenne, un enfant est tué toutes les 10 minutes à Gaza. Un million et demi de personnes ont été déplacées et cherchent à se réfugier partout où elles peuvent, mais il n'y a aucun endroit sûr et personne n'est en sécurité. De plus en plus de personnes se concentrent dans un espace de plus en plus restreint et cette surpopulation augmente les risques d'épidémies de maladies diarrhéiques et respiratoires et d'infections cutanées.

Bien entendu, l'OMS est présente sur le terrain à Gaza aux côtés de ses partenaires pour appuyer les soignants, qui sont physiquement et mentalement épuisés, et qui font de leur mieux dans des conditions unimaginables. Outre les soins apportés aux 27 000 personnes blessées, dont beaucoup présentent des blessures potentiellement mortelles, ils tentent de répondre aux besoins de santé ordinaires de plus de 2 millions de personnes. Chaque jour, plus de 180 femmes accouchent à Gaza. Il y a 9 000 patients qui suivent des traitements contre le cancer et 350 000 patients qui souffrent de diabète, de maladies cardiaques ou d'hypertension.

J'ai visité l'hôpital Chifa à Gaza il y a cinq ans, en 2018. À l'époque, je m'étais rendu dans le service de dialyse et une unité de soins intensifs néonataux et discuté

avec des soignants et des patients. En 2018 déjà, à Gaza, les conditions étaient extrêmement difficiles pour les agents de santé. Aujourd'hui, leur travail est impossible et ils sont directement en première ligne.

Depuis le 7 octobre, l'OMS a confirmé plus de 250 attaques contre des services de santé à Gaza et en Cisjordanie, ainsi que 25 attaques contre des services de santé en Israël, visant des hôpitaux, des dispensaires, des patients et des ambulances. La semaine dernière, l'OMS a recensé cinq attaques contre cinq hôpitaux en une journée. Rien qu'au cours des dernières 48 heures, quatre hôpitaux, représentant quelque 430 lits, ont été mis hors service. Plus de 100 de nos collègues de l'ONU ont été tués, et le bilan devrait encore s'alourdir. En ce moment même, des tirs sont signalés devant l'hôpital Chifa et l'hôpital Rantissi. La moitié des 36 hôpitaux de la bande de Gaza et les deux tiers des centres de soins de santé primaires ne fonctionnent plus du tout. Ceux qui fonctionnent encore le font bien au-delà de leurs capacités. Le système de santé est à genoux et pourtant, d'une manière ou d'une autre, il continue de fournir des soins vitaux.

La meilleure façon d'aider les soignants et les populations qu'ils servent est de leur donner les outils dont ils ont besoin pour fournir ces soins, à savoir des médicaments, du matériel médical et du carburant pour les groupes électrogènes des hôpitaux. Les hôpitaux de campagne et les équipes médicales d'urgence peuvent compléter et appuyer les hôpitaux existants et le personnel de santé à Gaza, mais ils ne peuvent pas les remplacer. L'appui aux agents de santé de Gaza est au cœur du plan d'intervention opérationnel de l'OMS. L'OMS a participé au premier convoi d'aide à entrer dans Gaza par le point de passage de Rafah le 21 octobre. Depuis, nous avons livré 63 tonnes de matériel médical spécialisé et de fournitures dont les soignants ont besoin pour sauver des vies, notamment dans les hôpitaux situés au nord de Wadi Gaza. Mais cela est bien loin de répondre à l'ampleur des besoins, c'est nettement insuffisant. Avant le 7 octobre, 500 camions en moyenne entraient chaque jour dans la bande de Gaza avec des produits de première nécessité. Depuis le 21 octobre, seuls 650 camions sont entrés au lieu des 10 000 attendus.

Il y a un mois, deux jours seulement après le début des violences, j'ai rencontré le Président égyptien Abdel Fattah Al Sisi, qui a accepté d'aider l'OMS et ses partenaires à acheminer l'aide par le point de passage de Rafah. Je remercie l'Égypte de son appui à l'acheminement de l'aide à Gaza et de la mise en place d'un couloir d'évacuation sanitaire permettant d'évacuer les patients les plus gravement malades et blessés, dont 12 enfants atteints de cancer, qui ont été transférés en Égypte et en Jordanie

pour y être soignés. L'OMS continue de demander un accès sans entrave pour acheminer l'aide humanitaire aux civils de Gaza, qui ne sont pas responsables de cette violence mais qui souffrent d'une manière que nous, dans cette salle, ne pouvons pas imaginer.

Nous appelons de nouveau le Hamas à libérer les otages, dont beaucoup ont besoin de soins médicaux urgents. Nous appelons de nouveau Israël à rétablir l'approvisionnement en électricité, en eau et surtout en carburant. Nous appelons de nouveau les deux parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Et nous appelons de nouveau à un cessez-le-feu afin de prévenir de nouvelles pertes civiles et de nouveaux dégâts dans les hôpitaux et les établissements de santé de Gaza.

Je comprends ce que les enfants de Gaza doivent endurer car, enfant, j'ai vécu la même chose. Le bruit des tirs et des obus qui sifflent dans l'air, l'odeur de la fumée après une frappe et les balles traçantes dans le ciel nocturne, la peur, la douleur et la perte, ces choses sont restées gravées dans ma mémoire tout au long de ma vie. Je connais l'odeur et l'image de la guerre. Je sais ce que signifie la guerre. Lorsque ma mère entendait des coups de feu la nuit, elle nous faisait dormir sous le lit et ajoutait des matelas supplémentaires sur le lit, dans l'espoir que nous serions protégés si un obus tombait sur notre maison. C'était l'instinct d'une mère pour sauver ses enfants.

Je comprends également ce que vivent les parents de Gaza, car en 1998, lorsque la guerre est revenue en Éthiopie, mon pays, mes enfants ont dû se cacher dans un bunker pour se mettre à l'abri des bombardements. J'ai connu la guerre en tant qu'enfant et en tant que parent. Je sais ce que ressentent les enfants et je sais ce que ressentent les parents. Les enfants et les parents de Gaza et d'Israël veulent et ont besoin de la même chose que ma famille : la paix et la sécurité. D'ailleurs, je n'aurais jamais imaginé qu'un jour je serais Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, parce que ma mère priait juste pour que nous survivions un jour de plus, juste un jour. J'ai peut-être de la chance. Mais le Conseil de sécurité a été créé pour cela : assurer la paix et la sécurité.

Toutefois, cette crise souligne une fois de plus la nécessité de réformer le Conseil. Je me suis senti nostalgique, d'ailleurs, en entrant dans cette salle, car j'avais l'habitude d'y venir quand j'étais Ministre des affaires étrangères. J'estime depuis longtemps que le Conseil ne sert plus l'objectif qui a présidé à sa création. Je le répète avec tout le respect qui lui est dû. Il représente la realpolitik de la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas dans le XXI^e siècle. Quand j'étais Ministre des affaires étrangères,

je faisais parti d'un groupe de travail sur la réforme du Conseil. Je suis consterné de voir qu'il n'y a eu aucun progrès sur ce point. Pour que le Conseil reste crédible et pertinent, pour qu'il demeure une force de paix dans notre monde, ses membres et en particulier les cinq permanents doivent prendre au sérieux le besoin d'une réforme.

J'en termine avec ma déclaration de ce jour sur un nouvel appel au cessez-le-feu et à trouver un chemin vers la paix.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Ghebreyesus de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Jilani.

M. Jilani (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de m'exprimer à cette séance très importante du Conseil de sécurité.

Le secteur de la santé à Gaza est attaqué. Les hôpitaux sont délibérément pris pour cible dans une tentative désespérée de forcer la population civile à quitter Gaza. Ces dernières 24 heures, au moins quatre hôpitaux ont été visés à Gaza : l'hôpital Chifa, où des dizaines de milliers de personnes ont trouvé refuge ; l'hôpital Aouda, où le personnel paramédical d'urgence a miraculeusement échappé à une mort certaine hier, alors que nos ambulances étaient bombardées ; l'hôpital indonésien et notre hôpital Al-Qods.

J'ai dû réécrire ce discours plusieurs fois au cours des dernières heures, car la situation concernant les hôpitaux ne cesse d'évoluer. Des personnes déplacées qui s'y trouvent se font tirer dessus au moment où nous parlons. La dernière fois que j'ai eu mes collègues de l'hôpital Al-Qods au téléphone, il y a deux heures, ils m'ont dit que 20 personnes avaient été blessées par des tirs directs et qu'une avait été tuée. Ils demandent ce qu'ils peuvent faire et où ils doivent aller. Des milliers d'innocents sont sous la menace d'une mort imminente.

Au nom du personnel et des bénévoles des équipes médicales d'urgence, des médecins et des infirmières et infirmiers qui sont assiégés dans les hôpitaux de Gaza, j'appelle les membres du Conseil à faire tout leur possible pour éviter d'autres morts et encore davantage de souffrance. Il y a 14 000 civils déplacés à l'hôpital Al-Qods, en plus de 400 malades et blessés, ainsi que nos équipes médicales et de direction. Le groupe électrogène principal a été coupé il y a deux jours faute de carburant. À l'heure actuelle, nous risquons très sérieusement de perdre tous les patients en soins intensifs et les nouveau-nés en couveuse.

J'avais prévu d'informer le Conseil des pénuries critiques de carburant, de nourriture et d'eau, mais franchement, à ce stade, notre principale préoccupation tient

dans la menace directe qui pèse sur la vie de tous les blessés et malades et de dizaines de milliers de civils, dont des milliers d'enfants. Ils s'en remettent au Conseil, l'implorant d'agir afin d'éliminer la possibilité d'un nouveau massacre.

Outre la menace imminente d'être abattus, les 14 000 civils déplacés qui se trouvent à l'hôpital sont en proie à une agitation croissante, teintée de désespoir, à cause du manque d'eau, de nourriture et d'électricité. Nous voyons les maladies se propager et les blessures s'infester de vers, y compris chez les enfants. Hier, un médecin a découvert des vers dans les yeux d'un enfant traité pour une infection oculaire. Les membres des équipes médicales ont laissé leurs familles afin d'apporter une assistance vitale aux blessés et aux malades, mais ils sont beaucoup à recevoir de terribles nouvelles leur apprenant le décès d'êtres qui leur sont chers. Le docteur Nabeel, membre du conseil d'administration et actuellement volontaire à l'hôpital Al-Qods, a perdu 36 de ses proches. Le Président de notre conseil d'administration en a perdu 20. L'un des fondateurs de la Société du Croissant-Rouge palestinien a perdu 20 membres de sa famille un jour et 13 le lendemain. La description de la situation à l'hôpital Al-Qods ne rend pas et ne peut rendre compte de l'horreur vécue par ces gens qui passent leurs nuits sous la terreur des bombardements sans savoir s'ils seront encore en vie au lever du jour, ni des traumatismes et des séquelles psychologiques qu'ils porteront s'ils en réchappent.

La Société du Croissant-Rouge palestinien assume la responsabilité principale de la réception de l'aide humanitaire par le poste frontière de Rafah et de sa distribution aux organisations humanitaires et aux hôpitaux et refuges. Ce qui a pu être acheminé jusqu'à présent n'atteint même pas la quantité qui parvenait habituellement à Gaza en l'espace de deux jours. Par ailleurs, pas une goutte de carburant n'entre à Gaza, alors qu'il s'agit d'une ressource indispensable au quotidien, pour le fonctionnement des hôpitaux, le pompage de l'eau, les boulangeries, les ambulances et les camions qui transportent les secours. Si l'interdiction du carburant est maintenue, nous ne pourrions plus recevoir et distribuer l'aide humanitaire. En outre, si celle-ci n'arrive pas dans le nord de la bande de Gaza, nous verrons bientôt les nourrissons mourir parce que leurs mères ne pourront plus les nourrir. Beaucoup de gens mourront de faim et de maladie.

Nous demandons au Conseil et à la communauté internationale dans son ensemble de faire ce qui suit : obtenir un cessez-le-feu complet et immédiat ; faire entrer tout de suite du carburant à Gaza pour éviter d'autres morts et souffrances inutiles ; accroître l'aide humanitaire et garantir son acheminement sans condition dans le nord de Gaza, où des dizaines de milliers de personnes

se trouvent encore, sans endroit sûr où aller ; veiller au respect du droit international humanitaire et à la protection des missions médicales et des civils partout à Gaza ; faire en sorte que les hôpitaux restent ouverts et disposent du carburant, des médicaments et des fournitures médicales nécessaires ; laisser les équipes médicales se rendre à Gaza pour relayer celles qui travaillent inlassablement et sans interruption depuis 35 jours.

Il faut entendre les cris des enfants couverts de sang qui demandent ce qui se passe, ce qu'ils ont fait et pourquoi le monde est si indifférent à leur sort.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Jilani de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine.

M. Mansour (État de Palestine) (*parle en anglais*) : Je remercie la Chine, Présidente du Conseil de sécurité, d'avoir convoqué cette importante séance et de sa direction du Conseil en ces temps de crise. Je remercie également les intervenants de leurs observations qui donnent à réfléchir sur la réalité de la situation catastrophique dans laquelle se trouve la population palestinienne de la bande de Gaza, réalité qui doit peser sur la conscience humaine.

À mon frère Marwan Jilani, je veux, par son entremise, transmettre nos salutations aux héros du Croissant-Rouge palestinien qui accomplissent leur mission pour sauver des vies. À l'heure où nous parlons, les hôpitaux sont devenus la cible principale des Israéliens. Les hôpitaux sont assiégés et leurs alentours bombardés. Le message que nous devons leur adresser, depuis le Conseil de sécurité, est d'arrêter le massacre. Un volontaire ? L'Organisation mondiale de la Santé ? Quelqu'un peut et doit agir dès maintenant pour mettre fin aux massacres.

Je suis un homme âgé, suffisamment âgé pour avoir vécu la Nakba, pour avoir grandi dans les tentes et les camps de réfugiés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, aux côtés de dizaines de milliers de Palestiniennes et de Palestiniens, et pour avoir entendu les récits évoquant notre vie avant la Nakba, des récits issus des souvenirs vifs et douloureux de mes parents. Ma génération a consacré toute sa vie à mettre fin à la Nakba. En ce soixante-quinzième anniversaire de la Nakba, au lieu d'en voir la fin, nous sommes assaillis d'images qui nous rappellent les pires heures de notre époque.

De quoi se souviendra la génération actuelle à Gaza ? Elle se souviendra des horreurs, des massacres, des camions transportant des personnes, des corps sans

vie et des espoirs brisés. Elle se souviendra d'avoir pris la route, avec pour seul bagage un petit sac contenant les vestiges de sa vie. Des enfants blessés, orphelins et traumatisés, parcourant des distances qu'ils ne devraient jamais avoir à parcourir, entre la mort et le déplacement, entre la perte et la perte. Il y a plus de rage et d'indignation, plus de douleur et de souffrance, plus que tout ce que l'esprit humain peut appréhender, plus que tout ce qu'un cœur humain devrait supporter. Il y a un silence si profond à l'intérieur et le bruit des bombardements à l'extérieur. Toute notre vie durant, nous criions mais nous ne sommes pas entendus. Comment peut-on crier plus fort que toute cette mort qui nous entoure ? Comment peut-on crier plus fort que le bruit des bombardements ?

Je ne peux plus supporter ces images d'une vague humaine sans larmes, aux yeux desséchés, aux cœurs brisés, de petits enfants portant des fardeaux qui briseraient les épaules d'hommes forts, qui découvrent le sens de la mort avant même de goûter à la vie. Ils sont debout, mais tout ce qu'il y a en eux et autour d'eux s'est effondré. Les mêmes souffrances qui ont traumatisé ma génération tourmentent aujourd'hui une autre génération palestinienne.

Nous avons coutume de dire à l'époque que si le monde avait su, s'il avait été témoin de notre douleur, s'il avait vu un peuple entier être massacré et déraciné, il n'aurait jamais permis que cela se produise. Nous avons tout faux. Peu importe que les massacres à Gaza soient rapportés en direct ; ils sont légitimés par des experts et des spécialistes de la communication, qui leur trouvent toutes sortes d'excuses. Le brouillard a fini par se dissiper, mais trop tard, et les positions sont devenues plus claires, mais pas encore suffisamment pour freiner Israël, pour lui dire que trop c'est trop.

Pour être honnête, l'assassin n'a jamais fait mystère de ses intentions. Il a parlé de vengeance impitoyable et d'animaux humains, en nous décrivant, et a déclaré qu'il imposerait un siège terrifiant à 2,3 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants – plus de 1,1 million d'enfants –, un châtiment collectif flagrant infligé à tout un peuple. Il a demandé la libération de 200 otages, prenant au passage plus de 2 millions d'otages. Il a exigé la condamnation du meurtre de 1000 civils israéliens et tué au passage 10000 civils palestiniens. Il a revendiqué son droit de légitime défense, tout en occupant et en colonisant le peuple palestinien et en lui refusant tout droit, y compris le droit à l'autodétermination, le droit à la protection et le droit de se défendre. Il a prôné la nécessité d'empêcher la destruction d'Israël, tout en poursuivant sa

campagne de destruction de la Palestine. Il a rejeté toute suggestion selon laquelle Israël ne respectait pas le droit de la guerre, tout en commettant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité devant les caméras, et tandis que ses représentants ne se donnent même pas la peine de cacher leurs intentions génocidaires. Les bombes pleuvent partout, partout – au nord, au sud, à l'est et à l'ouest. Les bombes tombent sur des écoles, des universités, des hôpitaux, des abris de l'ONU, des voitures, des convois, des piétons et des ambulances – les bombes tuent des civils, des médecins, des journalistes, des membres du personnel des Nations Unies et des équipes de secours humanitaire.

Où les Palestiniennes et les Palestiniens sont-ils censés aller : vers la mer, ou hors de la bande de Gaza ? Israël feint l'étonnement. Il demande pourquoi ils restent, pourquoi ils meurent et n'écoutent pas. C'est parce que notre nation tout entière a vécu dans sa chair le grand exode. Même face à une mort imminente, elle hésite à partir. C'est là notre traumatisme national.

Alors, ils larguent des bombes, encore et encore, sur des civils, des enfants et des infrastructures civiles. Ils privent notre peuple des objets indispensables à sa survie. Mais que personne n'ose les accuser de transfert forcé. Oublions le mémo du Ministère israélien du renseignement qui affirme qu'ils veulent nous déloger de Gaza. Oublions la déclaration de leur ministre des affaires étrangères selon laquelle Gaza se rétrécira après la guerre. Oublions la carte présentée par Netanyahu à l'Assemblée générale, sur laquelle Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et le plateau du Golan font partie d'Israël. Oublions les aveux de Netanyahu concernant leur intention de conserver le contrôle de la sécurité sur Gaza. Oublions les chants de leurs soldats. Oublions les discours de leurs dirigeants.

Ils disent au monde qu'ils veulent simplement que les Palestiniens aillent vers le sud pour leur sécurité, sans se soucier du fait que certains Palestiniens ont atteint Rafah et continuent de subir des bombardements. Qu'y a-t-il au sud de Rafah ? Je me le demande. Ils veulent que nous quittions notre pays, notre terre. Leur ennemi stratégique est l'indépendance de notre État, la liberté de notre peuple. Les seules options qu'ils nous ont données sont de nous soumettre, de partir ou de mourir ; ou, en termes juridiques internationaux, l'apartheid, le nettoyage ethnique ou le génocide.

Gaza en est la preuve accablante. En Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, les forces d'occupation israéliennes et les colons ont tué 350 Palestiniens depuis le début de l'année, dont la moitié au cours du mois écoulé, et ils en ont déplacé de force des centaines d'autres, s'emparant de vastes étendues de terres.

Le Conseil de sécurité se réunit à nouveau aujourd'hui. Je compte nos séances en morts palestiniennes, en dévastation et en destruction. Lorsque nous nous sommes réunis pour la première fois, des centaines de Palestiniens avaient été tués. Nous nous retrouvons une fois de plus aujourd'hui, alors que 11 000 personnes ont perdu la vie à Gaza, dont 4 500 enfants. Au cours de ces séances, si l'on écoute bien, on peut entendre dans cette salle les cris de nos enfants sous les décombres, abandonnés par l'humanité. À l'heure actuelle, seulement quelques centaines de camions sont entrés dans Gaza en 30 jours et 10 fois plus d'âmes sont parties vers le ciel.

Israël autorise suffisamment de camions pour prétendre ne pas imposer un siège, mais pas assez pour sauver des vies. Israël procède à des pauses humanitaires imaginaires, dont le seul but est de forcer les gens à fuir, et non de les apaiser un tant soit peu en garantissant leur survie.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Erdan (Israël) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir permis de m'adresser au Conseil plus tôt, compte tenu de l'approche du sabbat. Je vous en suis profondément reconnaissant.

Le sabbat juif est un jour de paix et de repos. C'est le jour où Dieu s'est reposé après avoir créé le monde. Pourtant, aucun Juif n'oubliera jamais le sabbat du 7 octobre. Il a été gravé à jamais dans la mémoire traumatique collective du peuple juif.

Il y a exactement 85 ans aujourd'hui, l'histoire du peuple juif avait déjà été marquée par une atrocité traumatisante. Les 9 et 10 novembre 1938, les communautés juives d'Allemagne et d'Autriche ont été victimes de la Nuit de Cristal, les « pogroms du mois de novembre » auquel se livrèrent les nazis, première manifestation extrêmement violente de la haine meurtrière des nazis à l'égard des Juifs. Près de 100 Juifs ont été assassinés. Des milliers de maisons, d'hôpitaux, d'écoles, de lieux de culte et de commerces juifs ont été saccagés et réduits en cendres.

Les Israéliens ont été victimes une fois encore d'un pogrom similaire il y a cinq semaines et pourtant, 34 jours plus tard, le Conseil n'a toujours pas condamné l'odieux massacre planifié de civils israéliens par le Hamas. Si le Conseil avait existé en 1938 sous sa forme actuelle, je doute que la réponse aurait été très différente.

La séance d'aujourd'hui se concentre sur le fait que des hôpitaux sont pris pour cible. Il y a deux jours à peine, l'hôpital Barzilaï, à Ashkelon, a été directement et délibérément touché par des roquettes du Hamas. La prise

pour cible intentionnelle d'hôpitaux par le Hamas est un crime de guerre. Les attaques délibérées contre des installations médicales et les meurtres d'équipes médicales, de membres du personnel paramédical et d'ambulanciers envoyés pour soigner les blessés ont été innombrables pendant le massacre perpétré par le Hamas.

Pourtant, le Conseil n'a toujours pas réagi face à ces actes effroyables. Je demande instamment au Conseil de m'inviter à présenter les images du massacre perpétré par le Hamas, des images que les terroristes eux-mêmes ont filmées. Lorsque le Conseil aura vu de ses propres yeux la barbarie et la sauvagerie, il comprendra alors le mal contre lequel Israël se défend. Le Conseil va-t-il réagir à ces crimes aujourd'hui ? Condamnera-t-il le Hamas pour avoir assassiné des membres des services de secours israéliens ? Va-t-il dénoncer le Hamas pour avoir incendié des ambulances israéliennes ? Nous avons des vidéos de nazis du Hamas tirant sur des ambulances afin d'empêcher toute tentative de sauver des vies innocentes. Le Conseil va-t-il condamner le Hamas pour ses tirs aveugles de roquettes sur les hôpitaux israéliens ? Après tout, il s'agit du *modus operandi* du Hamas depuis des années. Cette question sera-t-elle au centre de la séance d'aujourd'hui ? Qu'en est-il de l'exploitation par le Hamas des hôpitaux, des ambulances et des infirmeries à des fins terroristes à Gaza ? Cette question sera-t-elle soulevée au cours de la séance d'aujourd'hui ?

Pendant la semaine écoulée, Israël a révélé au monde entier que le principal centre de commandement des nazis du Hamas se trouve dans et sous l'hôpital Chifa. Nous avons fourni des images de terroristes sortant de tunnels creusés sous des hôpitaux ou à côté. Nous avons montré des vidéos du Hamas, assimilable à Daech, utilisant des ambulances pour transporter des armes et des terroristes. Nous avons partagé des renseignements, notamment des appels téléphoniques entre terroristes indiquant que non seulement ils se trouvent sous des hôpitaux et à l'intérieur, mais qu'ils contrôlent également l'approvisionnement en carburant des centres médicaux, qu'ils utilisent avant tout pour mener leurs activités terroristes. Nous avons diffusé des images de terroristes du Hamas qui admettent ouvertement que l'hôpital Chifa et d'autres centres hospitaliers font office de bases et que les ambulances servent de taxis aux terroristes. Ces terroristes indiquent clairement que le Hamas utilise ces véhicules et ces lieux sensibles pour leurs machines de guerre, car ils savent qu'Israël ne les attaquera pas.

Au cours des 16 dernières années, le Hamas a transformé chaque parcelle de Gaza en un piège terroriste. Rien n'est sacré pour ces nazis jihadistes. Chaque membre du personnel médical, chaque médecin et chaque patient de Gaza est un bouclier humain pour les terroristes du

Hamas. C'est abominable. Il s'agit d'un crime de guerre aux proportions épiques. Cette question sera-t-elle au centre de la séance d'aujourd'hui ? Comment pouvons-nous organiser une séance d'information sur la situation médicale à Gaza sans en faire le thème principal ?

Depuis des semaines, Israël demande à tous les civils d'évacuer temporairement le nord de la bande de Gaza. Nous avons largué des tracts ; nous avons passé des appels téléphoniques ; nous avons envoyé des SMS. Cela fait plusieurs jours que des couloirs ont été mis en place pour permettre aux civils d'évacuer vers le sud. Israël permet aux civils de Gaza de quitter en toute sécurité une zone de guerre active, tandis que le Hamas s'emploie activement à les empêcher de partir. Des images diffusées aujourd'hui montrent des civils gazaouites agiter des drapeaux blancs alors qu'ils tentent de quitter l'hôpital Al-Nasr. Ils ont pourtant été contraints de rester sur place après que le Hamas a ouvert le feu sur eux.

Israël est en guerre contre le Hamas, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour limiter les pertes civiles. Pour Israël, la vie est sacrée. En revanche, pour le Hamas, la mort est sacrée, en particulier celle des civils. Cette question sera-t-elle au centre de la séance d'aujourd'hui ? Le Conseil condamnera-t-il le Hamas pour ces crimes ?

Il y a plus d'une semaine, Israël a constitué une équipe spéciale chargée de mettre en place des hôpitaux de campagne dans le sud de la bande de Gaza pour tous ceux et toutes celles qui en ont besoin. Cette équipe est en contact avec des pays du monde entier et nous constatons déjà des progrès. Il n'existe pas de preuve plus évidente qu'Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour trouver des solutions permettant d'atténuer le préjudice causé aux civils, alors que le Hamas est déterminé à assassiner des civils israéliens et gazaouites.

Israël mène une guerre qu'il n'a pas commencée et qu'il n'a pas voulue. Le 6 octobre, un cessez-le-feu était en place, mais le Hamas l'a violé en massacrant, violant et brûlant de manière sauvage 1 400 Israéliens. Bien qu'il affirme de manière ahurissante le contraire, le Hamas est entièrement responsable de la situation à Gaza. Il est pleinement en charge de la population civile de Gaza. Il contrôle totalement les ressources de Gaza et est pleinement responsable du fait que les hôpitaux et les ambulances sont utilisés comme armes de terreur.

S'il est impératif que le Hamas réponde pleinement de ces actes, une autre entité est malheureusement complice, à savoir l'ONU. Depuis des années, je mets en garde les membres du Conseil concernant les exposés qui leur sont présentés, avec des chiffres, des statistiques

et des événements qui sont rapportés au Conseil par des fonctionnaires des Nations Unies tels que M. Tedros Ghebreyesus, M. Lazzarini, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et M. Griffiths, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ainsi que tous les autres organismes et comités calomnieux des Nations Unies et aussi, malheureusement, le Secrétaire général lui-même. Ils ne reflètent pas la situation sur le terrain. Certes, les formes diplomatiques nous obligent à les remercier de leur travail, mais malheureusement, ils relaient des propos mensongers et complètement détachés de la réalité. Depuis des années, l'ONU refuse de mettre en place des mécanismes de vérification qui pourraient dresser un bilan fidèle à la réalité. Qui fournit ces prétendus faits à l'ONU ? Ces informations proviennent-elles de tierces parties objectives et impartiales ? La réponse est non. Toutes les informations concernant la situation sur le terrain que le Conseil reçoit proviennent du Hamas, et non d'employés internationaux des Nations Unies à Gaza.

Je rappelle au Conseil que le Hamas, une organisation terroriste génocidaire, contrôle tous les aspects de Gaza. Tous les chiffres fournis par le soi-disant Ministère de la santé sont ceux du Hamas. De nombreux employés de l'UNRWA à Gaza sont eux-mêmes membres du Hamas. L'heure est venue de mettre fin au mythe des faits fournis par l'ONU. Le Conseil est abreuvé de mensonges par la même organisation terroriste qui a délibérément assassiné et mutilé des milliers d'Israéliens innocents il y a seulement 34 jours. Le Hamas a fait en sorte que chaque mètre carré de Gaza soit soumis à son règne de terreur. De nombreux chauffeurs d'ambulance sont membres du Hamas. Les reporters locaux des médias internationaux sont membres du Hamas. Nous avons vu cette semaine que des photojournalistes innocents de Reuters et du New York Times ont non seulement documenté les horreurs du Hamas, mais sont entrés en Israël pour filmer les terroristes eux-mêmes. Le Hamas dirige toute la bande de Gaza d'une main de fer et contrôle également toutes les informations qui en sortent.

La transcription de ces exposés dans des documents officiels de l'ONU ne change rien au fait que leur contenu est basé sur des informations fournies par le Hamas. Le Hamas sait que le Conseil ingère ses mensonges empoisonnés. Cela s'inscrit dans le cadre de son scénario. Ses propres agents terroristes transmettent aux organes de l'ONU des informations diffamatoires qui, malheureusement, ne peuvent être vérifiées par personne d'autre que le Hamas. Ces informations sont transmises aux fonctionnaires des Nations Unies, qui les utilisent

ensuite dans leurs exposés aux membres du Conseil. Les membres du Conseil ne sont-ils pas préoccupés par le fait que M. Tedros Ghebreyesus n'a pas mentionné une seule fois l'exploitation des hôpitaux et des ambulances par le Hamas à des fins terroristes ? Cela ne devrait-il pas constituer un signal d'alarme ?

Nous avons également entendu un exposé du Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien. Pourtant, aucun représentant israélien de Magen David Adom, la Croix-Rouge israélienne, n'a présenté d'exposé au Conseil. N'est-ce pas ahurissant ? Cela ne sent-il pas le parti pris ? Les vies israéliennes ont-elles moins d'importance ? Les otages, y compris des femmes, des enfants, des enfants en bas âge et des personnes âgées, ne méritent-ils pas l'attention du Conseil ? Qu'en est-il du traumatisme de dizaines de milliers d'Israéliens, des milliers de blessés israéliens qui sont toujours pris en charge dans des hôpitaux ou des centaines de milliers d'Israéliens qui ont été contraints d'abandonner leurs foyers depuis le massacre ? Pourquoi M. Jilani n'a-t-il pas parlé au Conseil des ambulances dont le Hamas fait une utilisation abusive pour transporter des terroristes et des armes ? S'agit-il d'une vérité dérangeante qu'il choisit de taire ?

Lorsque le parking de l'hôpital Ahli a été touché par une roquette du Jihad islamique palestinien, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a sauté sur l'occasion pour condamner à tort Israël. Pourtant, même s'il a été prouvé sans l'ombre d'un doute que des terroristes palestiniens étaient responsables, l'OMS n'a fait aucun effort pour démentir la position mensongère qu'elle avait immédiatement adoptée. Nous nous souvenons tous que dans les minutes qui ont suivi l'attaque à la roquette du Jihad islamique contre l'hôpital Ahli, le Ministère de la santé du Hamas a immédiatement fait état de 500 morts. Nous savons aujourd'hui que ce chiffre était totalement faux, mais les organes de l'ONU continuent de s'appuyer sur ces affabulations. J'implore les membres du Conseil de cesser de croire aux mensonges du Hamas.

La semaine dernière, nous avons été choqués d'entendre M. Michael Ryan, Directeur exécutif du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire, appeler les Gazaouites à rester dans les hôpitaux qui servent de bases terroristes au Hamas. En adoptant le discours maléfique du Hamas et en demandant aux patients de rester dans une zone de guerre active, l'OMS préfère mettre en danger la vie de Palestiniens plutôt que de les sauver.

Ce qui est encore plus choquant, c'est que M. Rik Peepkorn, représentant de l'OMS pour Gaza, a jusqu'à présent refusé d'être informé par Israël. Nous avons à

plusieurs reprises encouragé vivement M Peppercorn à s'entretenir avec nous de l'indéniable ville de terreur souterraine située sous l'hôpital Chifa. Pourtant, nous n'avons reçu aucune réponse. Au lieu de cela, M. Peeporkorn et l'OMS préfèrent répéter les mensonges du Hamas, tout en refusant de parler à des experts israéliens. Les équipes de l'OMS ont clairement indiqué qu'elles préféreraient récompenser la stratégie du Hamas consistant à exploiter les hôpitaux, et cela rend l'OMS directement complice de l'impunité accordée à cette pratique méprisante.

Israël prend des mesures pour limiter les pertes civiles. Nous préférons prendre les devants car, contrairement au Hamas et aux organes de l'ONU, nous chérissons la vie et la considérons comme sacrée. C'est pourquoi Israël est en pourparlers avancés avec les Émirats arabes unis, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres pays européens en vue de déployer des hôpitaux militaires de campagne et des navires hôpitaux. Israël a facilité le parachutage par la Jordanie d'une aide médicale aux hôpitaux du nord de la bande de Gaza. Des milliers de tonnes de matériel et d'articles médicaux sont déjà entrées dans la bande de Gaza.

Israël montre en permanence qu'il est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour évacuer les blessés de la zone de guerre du nord de Gaza vers des zones plus sûres dans le sud. Malheureusement, Israël fait bien plus pour le bien-être des habitants de Gaza que l'OMS ou tout autre organisme des Nations Unies. Ce n'est pourtant pas l'objet de cette séance. Si n'importe quel fonctionnaire des Nations Unies se souciait vraiment de la population de Gaza, il travaillerait main dans la main avec nous pour trouver des solutions, au lieu de condamner Israël pour les mesures prises afin d'assurer la sécurité.

Je le répète : le Hamas fournit toutes les informations. Les experts israéliens sont ignorés ou font l'objet d'une méfiance sans fondement, et les faits vérifiés, y compris les informations vidéo, audio et issues du renseignement, sont délibérément absents des séances d'information des membres du Conseil. Les paroles de terroristes génocidaires sont acceptées sans être mises en doute, tandis que les preuves irréfutables fournies par une démocratie respectueuse du droit sont mises de côté. Il est tragique de constater que les mécanismes des Nations Unies sont devenus des facteurs contribuant au terrorisme. Nous ne devons plus l'accepter.

Alors qu'Israël est en guerre contre le Hamas, et uniquement contre le Hamas, il se défend également contre des meurtriers et de nombreuses autres menaces terroristes : le Jihad islamique palestinien à Gaza, le Hezbollah

au Liban, les houthistes au Yémen et le Corps des gardiens de la révolution islamique en Syrie. Ce sont là les tentacules de la même pieuvre génocidaire : le régime des ayatollahs en Iran. L'ayatollah a publiquement fait l'éloge du massacre du 7 octobre, et l'Iran arme, finance et entraîne tous les groupes terroristes qui attaquent Israël. Pourtant, le Ministre des affaires étrangères de ce régime meurtrier est venu à l'ONU il y a seulement 10 jours et a reçu un traitement royal. Il a été applaudi à tout rompre à l'Assemblée générale et a même rencontré le Secrétaire général, qui lui a serré la main avec un grand sourire. L'ONU a complètement perdu son sens moral. Cela ne peut être toléré.

Israël mène une guerre pour son avenir et son existence même. Nous combattons une organisation terroriste génocidaire de type nazi. Le Hamas a déclaré publiquement qu'il commettrait d'autres atrocités s'il en avait l'occasion. La seule façon de garantir que ces horreurs ne se reproduiront plus jamais est de détruire les capacités du Hamas, c'est ainsi que nous honorerons notre serment collectif « plus jamais ça ». Israël continuera de prendre pour cible le Hamas tout en cherchant des solutions pour les civils de Gaza. Seule cette question, aucune autre, doit être au centre de la présente séance.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous avoir permis d'observer une minute de silence pour les vies perdues en Israël et dans le Territoire palestinien occupé.

Nous avons tous entendu l'acronyme créé par les professionnels de la santé à Gaza : « WCNSF », qui est l'acronyme de « wounded child, no surviving family » (enfant blessé, aucun parent survivant). Je voudrais que chacun et chacune d'entre nous ait cet acronyme à l'esprit pendant que nous examinons la question dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Je tiens à rendre hommage à M. Ghebreyesus et M. Jilani, non seulement pour avoir pris le temps d'informer le Conseil de sécurité, mais aussi pour le travail vital qu'ils accomplissent aux côtés de leurs équipes sur le terrain, dans des circonstances très difficiles. Le Conseil doit entendre l'appel poignant qu'ils lui lancent aujourd'hui.

Aujourd'hui, je tiens également à rendre hommage aux héroïnes et héros silencieux de la communauté médicale de Gaza qui sont restés sur place pour apporter une aide indispensable, malgré les terribles circonstances. Il y a quelques instants, bon nombre d'entre nous avons reçu des messages

d'organisations médicales et humanitaires concernant les combats violents qui ont lieu autour de l'hôpital Chifa. Le personnel médical nous dit qu'il craint pour sa vie et celle de ses patients. Il ne sait pas s'ils survivront à cette nuit.

Parfois, on a l'impression qu'en ne s'intéressant qu'aux chiffres liés à ce conflit, on nie l'humanité des personnes qui souffrent. Il nous est impossible à la présente séance de passer en revue les milliers d'histoires qui existent, mais je tiens à mettre quelques visages sur ces chiffres, non pas ceux de combattants du Hamas, mais ceux de personnes ordinaires. Israël est peut-être en guerre contre le Hamas, mais ce sont des milliers de civils qui en paient le prix.

Commençons par Alaa Zaheer Ahmed, qui est en troisième année de médecine. Elle a grandi dans le camp de réfugiés de Khan Younès. Le 10 octobre, elle était en train de concevoir une affiche pour une campagne de sensibilisation au cancer du sein, lorsque les fenêtres se sont mises à trembler et que tout est devenu noir. Une frappe aérienne israélienne a détruit sa maison, coinçant ses jambes sous les décombres et lui laissant à peine suffisamment d'oxygène pour respirer. Des heures plus tard, les proches d'Alaa et les secouristes l'ont extraite des décombres. Ils ont également retrouvé les corps sans vie de sa mère, de son frère et de son neveu. Il existe beaucoup d'autres histoires comme la sienne.

Je me dois de rappeler au Conseil que, comme Alaa, chacune des 2 650 personnes actuellement bloquées sous les décombres sont des êtres humains, et que plus de la moitié d'entre elles sont des enfants. Mais ce ne sont pas seulement des enfants : ils sont l'avenir de la Palestine et les futurs voisins d'Israël. Nous ne devons ménager aucun effort pour les protéger et pour sauver les deux peuples de la voie de la guerre sur laquelle nous sommes engagés.

Talia est née à l'hôpital Chifa le 6 octobre. Son rythme cardiaque fragile dépend d'un ventilateur mécanique, de groupes électrogènes poussés à la limite et d'un approvisionnement en carburant qui diminue sans cesse. À la suite de l'attaque de l'hôpital la nuit dernière et des informations faisant état d'une évacuation désespérée à pied, en ce moment même où nous parlons au Conseil, il m'est impossible d'imaginer ce qu'il est advenu de Talia. Mais nous ne devons pas nous détourner de ces histoires. Comme Talia, 130 autres bébés prématurés dépendent d'une couveuse pour respirer. Ils dépendent aussi des travaux menés ici, dans cette salle, et dans ma région.

Lorsqu'hier, nous avons demandé l'organisation de la présente séance, nous étions loin de nous douter que, dans la soirée, une salve d'attaques ciblées, terrifiantes, seraient lancées contre des écoles et des hôpitaux. Voici

ce que cela signifie : les bébés, les enfants et les personnes âgées qui cherchent refuge et soins dans ces établissements sont aussi attaqués. Plus de 110 000 patients, dont des enfants, souffrent de brûlures au visage si graves qu'ils suffoquent, et ce, sans avoir accès à des antibiotiques ou à une crème pour apaiser les brûlures. Les femmes accouchent dans les conditions les plus insalubres jamais connues de l'humanité, sans médicament, et les césariennes sont pratiquées sans anesthésie.

La dure réalité de la situation à Gaza est que des blessures causées par les armes les plus sophistiquées du XXI^e siècle sont traitées dans des conditions semblables à celles de l'époque médiévale. Pour contribuer à alléger ces souffrances, les Émirats arabes unis construisent un hôpital de campagne à Gaza, en solidarité avec le personnel médical de Gaza et en coopération avec Israël. Mais il s'agit d'un pansement sur une fracture. Il ne fait aucun doute que les attaques menées par Israël pour garantir sa sécurité sont disproportionnées. Elles sont cruelles. Elles sont inhumaines. Et nous les condamnons. De plus, elles n'apporteront pas la sécurité à Israël. Tant de vies sont perdues sans même que l'objectif visé ne soit atteint.

Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que les personnes retenues en otage à Gaza par le Hamas, dont de nombreux enfants, subissent les mêmes bombardements et les mêmes traumatismes psychologiques. Ces personnes doivent être libérés immédiatement. Nous sommes témoins de la création d'une génération perdue d'enfants et de jeunes physiquement et mentalement marqués par ces événements.

Les attaques aveugles et celles qui prennent pour cible les civils et les biens de caractère civil sont contraires aux règles de la guerre. Elles ne peuvent tout simplement pas faire partie d'une stratégie militaire, qu'elle soit défensive ou non. Il n'est aucun État dont on tolérerait qu'il mène une opération militaire dans ces conditions. Israël doit mettre fin au siège de Gaza et rétablir les services essentiels et la fourniture de produits indispensables à la survie des civils, notamment le carburant, l'électricité et l'eau.

Il ne suffit plus d'exiger l'accès à l'aide humanitaire. Si nous devons, par devoir de conscience, continuer d'appeler au respect des règles fondamentales du droit international humanitaire, comme bon nombre d'orateurs l'ont dit, nous savons tous qu'en l'absence de l'application du principe de responsabilité, cela restera un vœu pieu. Nous devons à tout le moins utiliser tous les outils possibles, y compris des pauses ou des trêves humanitaires durables et de plusieurs jours, notamment pour mettre un terme aux souffrances des enfants. Cela permettrait d'augmenter l'aide humanitaire, de faciliter la circulation en toute sécurité des civils et des

travailleurs humanitaires, et de créer les conditions d'accès aux otages et de leur libération en toute sécurité. Cela est indispensable si nous voulons atteindre l'objectif nécessaire : un cessez-le-feu durable et soutenu.

Il est inadmissible que 33 jours se soient écoulés depuis le début de la destruction de Gaza sans que le Conseil n'agisse ou ne réagisse. Il est temps d'agir et de réagir pour sauver des vies innocentes et faire en sorte que la violence cesse une bonne fois pour toutes. La solution des deux États doit être l'objectif principal. L'ensemble de la communauté internationale doit réaffirmer son soutien sans faille à la réalisation de cet objectif. C'est la seule solution qui nous permettra de sortir du cycle sans fin de la haine, de la violence et de la déshumanisation.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Directeur général Ghebreyesus et le Directeur général Jilani des exposés qu'ils ont présentés aujourd'hui et du dévouement dont ils ont fait preuve au cours des dernières semaines dans un contexte marqué par d'immenses difficultés.

Pour commencer, je voudrais souligner que nous suivons de près la situation dans les hôpitaux de Gaza. Nous sommes vivement préoccupés par le bien-être des civils qui s'y trouvent et qui en dépendent pour recevoir des soins essentiels et se mettre à l'abri de la violence. Toutes les installations civiles et humanitaires, notamment les hôpitaux et les installations médicales, ainsi que les personnes qui y travaillent et qui se consacrent exclusivement à des fonctions médicales, doivent être respectées et protégées, conformément au droit international.

Nous savons que les hôpitaux ont grand besoin de carburant. Les États-Unis travaillent sans relâche pour mettre en place des mécanismes qui permettront d'acheminer le carburant vers les hôpitaux et de répondre à d'autres besoins urgents dans le sud. Ces mécanismes doivent être mis en œuvre au plus tôt, et il reste beaucoup à faire pour répondre aux besoins humanitaires dans l'ensemble de la bande de Gaza. Mais je tiens également à dire clairement que nous partageons les préoccupations d'Israël quant au fait que le Hamas stocke et siphonne du carburant dans le nord de Gaza. Ces pratiques sont inacceptables et nous devons tous et toutes les dénoncer.

Nous devons également dénoncer le fait que le Hamas utilise cyniquement et odieusement les civils palestiniens comme des boucliers humains, en plaçant ses postes de commandement, ses armes et ses munitions dans ou sous les hôpitaux dont nous parlons justement aujourd'hui, ainsi que dans des immeubles résidentiels, des écoles et des mosquées. Le Hamas n'essaie pas de protéger les civils palestiniens ; il les met délibérément et cruellement en danger.

Pour autant, ces tactiques lâches ne diminuent en rien la responsabilité d'Israël de faire la distinction entre les civils et les terroristes dans sa lutte contre le Hamas. La manière dont Israël riposte aux attaques du Hamas compte, et cette riposte doit être conforme au droit international humanitaire. Les principes de proportionnalité et de précaution s'appliquent toujours. Et le risque de préjudice pour les civils en ce qui concerne les sites que le Hamas utilise à des fins militaires doit absolument être pris en compte dans la planification d'une opération.

Reconnaître les souffrances d'une partie ne revient pas à nier ou à remettre en cause celles d'une autre. Nous ne devons pas détourner le regard face à la douleur et aux souffrances des Palestiniens innocents. Plus de 1,5 million de Palestiniens ont été déplacés dans les semaines qui ont suivi le 7 octobre. Des civils innocents ont été tués et la population a désespérément besoin d'une aide humanitaire. Les familles palestiniennes sont en deuil, et nous pleurons avec elles.

Notre capacité à éprouver de l'empathie exige également que nous pleurons les civils israéliens tués le 7 octobre et que nous reconnaissons la douleur et les souffrances des familles qui attendent d'être fixées sur le sort des plus de 200 civils – femmes, enfants et personnes âgées – toujours retenus en otage par le Hamas. Les Israéliens sont eux aussi en deuil, et nous pleurons aussi avec eux. Je tiens à le répéter : reconnaître les souffrances d'une partie ne revient pas à nier ou à remettre en cause celles d'une autre. C'est le message que le Secrétaire d'État Blinken a délivré durant sa récente visite dans la région, sa deuxième ces trois dernières semaines.

À chaque étape, le Secrétaire d'État Blinken a discuté avec franchise et sans détour du droit d'Israël à se défendre contre les attaques terroristes du Hamas. Il a souligné la nécessité de protéger les civils, conformément au droit international humanitaire, et d'augmenter l'aide humanitaire fournie à la population de Gaza. Il a insisté sur le fait que les États-Unis sont favorables à des pauses humanitaires pour faciliter et accroître le volume de l'aide fournie et a réaffirmé l'importance de mettre fin au conflit actuel d'une manière qui garantisse une paix et une sécurité durables dans la région.

Bien que nous puissions avoir des positions et des points de vue différents sur certaines des mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs, je pense qu'il est clair que nous sommes tous déterminés à œuvrer en ce sens. En particulier, nous nous accordons tous sur la nécessité de redoubler d'efforts pour faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin. Le Président Biden et le Secrétaire d'État Blinken ont travaillé sans relâche

au cours du mois dernier avec Israël, l'Égypte et l'ONU, entre autres, pour faciliter l'acheminement du carburant, de denrées alimentaires, de l'eau, de médicaments et d'autres fournitures humanitaires dans la bande de Gaza. Malgré ces efforts, le volume d'aide qui entre à Gaza est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins urgents et croissants, et nous nous efforçons d'augmenter d'urgence les livraisons d'aide.

Israël s'est engagé à effectuer des pauses quotidiennes de quatre heures dans des zones du nord de Gaza, qui seront annoncées trois heures avant. Les Israéliens nous ont indiqué qu'il n'y aurait pas d'opérations militaires dans ces zones pendant la durée de la pause, et ce à partir d'aujourd'hui. Nous appelons à ce que ces pauses soient mises en œuvre sans délai et mettons l'accent sur le fait qu'une coordination avec l'ONU permettrait de garantir que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin. En outre, nous continuons à soutenir les appels en faveur de pauses humanitaires prolongées. Nous espérons que l'annonce d'Israël permettra d'augmenter le volume de l'aide humanitaire acheminée à Gaza et de garantir le passage en toute sécurité des civils qui cherchent à fuir les violences dans le nord de Gaza.

Les États-Unis continueront à jouer un rôle de premier plan, mais un effort collectif de notre part à tous sera nécessaire pour répondre aux besoins croissants dans la bande de Gaza. Il est temps de nous mobiliser et d'appuyer les efforts de l'ONU. L'ONU joue un rôle majeur dans l'intervention humanitaire, et a dû payer un lourd tribut. Près de 100 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont perdu la vie. C'est tragique, et des milliers de personnes risquent leur vie chaque jour pour aider les habitants de Gaza. Je tiens à souligner l'appui des États-Unis au travail de l'UNRWA et à présenter nos condoléances à ceux qui ont perdu des proches qui tentaient d'aider les autres, et à exprimer notre admiration envers ceux qui continuent à accomplir ce travail vital.

Nous n'avons malheureusement pas encore de solution pour garantir la libération des otages, mais nous y travaillons d'arrache-pied. Si cela devait avoir lieu, le simple fait de déplacer en toute sécurité les otages sur le champ de bataille prendra du temps. Nous pensons donc qu'une pause serait également appropriée dans ce contexte.

Même si cette crise mobilise toute notre énergie, nous devons également nous efforcer de tracer la voie vers un avenir plus pacifique. Le Président Biden a été très clair : nous ne pouvons pas revenir à la situation d'avant le 7 octobre, que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie. Il a déclaré que nous devons reprendre nos efforts de toute urgence pour réaliser des progrès concrets en vue de la création d'un État palestinien viable qui englobe à la fois Gaza et la Cisjordanie.

Les États-Unis restent convaincus que la voie la plus viable vers la paix, si ce n'est la seule voie, est la solution des deux États. Comme l'a clairement indiqué le Secrétaire d'État Blinken cette semaine, la seule façon de garantir que cette crise ne se reproduise jamais est de commencer à fixer les conditions d'une paix et d'une sécurité durables. Cela signifie que les Palestiniens ne doivent pas être déplacés de force de Gaza, ni maintenant, ni après la guerre. Gaza ne doit pas servir de plateforme au terrorisme ou à d'autres attaques violentes. Gaza ne doit pas être occupée à nouveau une fois le conflit terminé, ni faire l'objet de tentatives de blocus ou de siège. Il ne doit y avoir aucune réduction du territoire de Gaza. Enfin, nous devons également veiller à ce qu'aucune menace terroriste ne puisse émaner de la Cisjordanie.

Le respect de ces principes et la mise en œuvre de la solution des deux États sont les seuls moyens de garantir la sécurité et la démocratie en Israël ; de garantir la réalisation par les Palestiniens de leurs aspirations légitimes à vivre dans un État qui leur soit propre, en jouissant du même niveau de sécurité et de prospérité que les Israéliens. C'est le seul moyen de mettre fin à cette violence une fois pour toutes.

Une fois encore, c'est notre capacité à éprouver de l'empathie, notre humanité commune, qui nous distingue du Hamas et d'autres terroristes. Nous pouvons et devons reconnaître les souffrances des uns et des autres et continuer à œuvrer ensemble pour atténuer les souffrances humaines engendrées par ce conflit. Nous pouvons et devons œuvrer à un avenir plus pacifique et plus sûr pour les Israéliens comme pour les Palestiniens.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie les Émirats arabes unis et la Chine d'avoir demandé la tenue de cette séance publique d'information sur l'urgence sanitaire à Gaza. Je remercie également M. Tedros Ghebreyesus et M. Marwan Jilani de leurs exposés et les félicite, ainsi que leurs équipes, du travail inlassable qu'ils accomplissent sur le terrain, dans la bande de Gaza ravagée par la guerre.

Le Brésil reste profondément préoccupé par la crise humanitaire à Gaza, marquée par une augmentation inquiétante du nombre de victimes civiles, en particulier parmi les femmes et les enfants. La mort de milliers d'enfants est extrêmement choquante. Les enfants doivent être protégés des hostilités. Comme l'a dit le Président Lula da Silva, les innocents sont appelés à payer le prix de la folie de la guerre. Cela doit cesser immédiatement.

Le Brésil exhorte les autorités israéliennes à faire immédiatement preuve de retenue militaire et à respecter les principes de distinction et de proportionnalité afin de

protéger les vies et les infrastructures civiles. Nous appelons également le Hamas et l'ensemble des autres groupes à cesser toutes les attaques sans discrimination contre le territoire israélien.

Les hôpitaux et les installations de l'ONU ont fait l'objet d'attaques sans discrimination, qui ont fait un nombre effroyable de victimes civiles, y compris parmi le personnel essentiel tel que les travailleurs humanitaires, le personnel des Nations Unies et les journalistes. Le Brésil appelle à la protection de toutes les installations médicales, du personnel médical, des patients et des blessés, conformément au droit international humanitaire. Nous appelons également à l'évacuation en toute sécurité des malades ou des personnes grièvement blessées.

Malgré les risques, l'acheminement par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient de fournitures médicales d'urgence vitales fournies par l'Organisation mondiale de la Santé à l'hôpital Chifa, dans la ville de Gaza, le 8 novembre, est un pas dans la bonne direction. Nous partageons toutefois les inquiétudes de M. Ghebreyesus et de M. Lazzarini, qui estiment que cela est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins accablants à Gaza. L'hôpital Chifa manque cruellement de fournitures médicales, et les pénuries de carburant sont devenues critiques.

Nous espérons que l'annonce tant attendue de pauses humanitaires quotidiennes dans le nord de Gaza facilitera l'acheminement de l'aide aux civils. Comme l'a souligné l'ONU, les centaines de milliers de personnes qui restent dans le nord de la bande de Gaza sont confrontées à une situation humanitaire désastreuse, alors qu'elles peinent à trouver ne serait-ce que des quantités minimales d'eau et de nourriture pour survivre. Nous demandons un accès humanitaire total, sûr et durable pour distribuer des fournitures essentielles plus fréquemment, en plus grande quantité et à une échelle beaucoup plus large.

Outre un cessez-le-feu humanitaire, toutes les parties doivent également s'engager en faveur d'une cessation des hostilités, ce qui est indispensable pour la protection à long terme de tous les civils. Nous demeurons profondément préoccupés par le sort de tous les otages et demandons leur libération immédiate. Il faut faire en sorte que leur sécurité et leur bien-être soient assurés et qu'ils soient traités avec humanité, conformément au droit international. Le Comité international de la Croix-Rouge doit avoir accès à tous les otages sans plus attendre. La crise fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales et risque de dégénérer en un conflit de plus grande ampleur.

Un mois après le début de la crise, il est clair que les efforts diplomatiques ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation. La communauté internationale doit agir rapidement pour créer les conditions propices à une solution durable. La violence n'apportera pas de réponses. Hier, à Paris, à la conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza, le Brésil a souligné l'importance d'organiser une conférence susceptible de promouvoir une solution politique à ce conflit vieux de plusieurs décennies, avec la participation d'un grand nombre d'États, conçue sur le modèle de la Conférence d'Annapolis de 2007.

Faire fi du droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination a causé des pertes en vies humaines et des souffrances humaines inacceptables, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. La reconnaissance d'un État palestinien viable vivant côte à côte avec Israël à l'intérieur de frontières sûres, mutuellement acceptées et internationalement reconnues est la seule solution possible. Il est grand temps de revenir à cette voie, dans le cadre d'une volonté politique et d'une diplomatie véritables.

M^{me} Bongo (Gabon) : Ma délégation remercie le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé pour son témoignage et pour toutes les informations mises à notre disposition. Nous avons suivi avec attention l'intervention du Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien sur la situation bouleversante des populations de Gaza.

Voilà 35 jours que nous assistons à une escalade terrifiante des violences, dont les premières victimes sont les enfants. D'abord sur le sol israélien, avec les attaques barbares du Hamas du 7 octobre, puis à Gaza, où depuis plus d'un mois, plus personne n'est en sécurité, nulle part, mais également en Cisjordanie occupée. La mise en œuvre de la résolution ES-10/21, adoptée le 27 octobre dernier par l'Assemblée générale des Nations Unies, revêt de ce fait un caractère urgent.

L'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité défie à ce jour toute logique et tout sens. Il est temps de trouver une solution pour que cesse ce chaos. Il est impératif que le Conseil de sécurité surmonte les entraves politiques et géopolitiques. Mon pays en appelle à l'humanité de tous. Nous espérons sincèrement qu'un consensus pourra être trouvé rapidement, afin que le Conseil de sécurité puisse être à la hauteur de son mandat.

Le Gabon réitère sa ferme condamnation de toutes les violences meurtrières indiscriminées et est profondément choqué par la multiplicité des frappes contre les

écoles, les hôpitaux, les ambulances, ainsi que les camps de réfugiés. L'attaque, mardi, contre le convoi du Comité international de la Croix-Rouge, alors qu'il était en route pour livrer des fournitures médicales vitales aux hôpitaux de Gaza, est inadmissible. Ces violations flagrantes du droit international et du droit international humanitaire sont injustifiées, inacceptables et doivent de ce fait cesser. Dans le même élan, toutes les privations en produits essentiels, denrées alimentaires, eau, électricité, carburant et médicaments ne peuvent perdurer. Un accès sans entrave, sûr et durable de l'acheminement et de la distribution des biens et services essentiels pour les millions de populations dans le besoin est primordial. Nous prenons note avec intérêt de la décision des autorités israéliennes de mettre en place des pauses quotidiennes dans le nord de la bande de Gaza. Nous reconnaissons les efforts des États-Unis et du Qatar, ainsi que de l'Égypte.

Le Gabon tient à réaffirmer que la cessation des hostilités est la seule solution à cette crise humanitaire galopante. Seule une cessation des hostilités pourrait assurer la protection de toutes les populations civiles de Gaza, y compris des otages israéliens qui y sont détenus et qui doivent être libérés sans condition. Ce n'est qu'en faisant taire les armes que les opérations de sauvetage des enfants, notamment ceux piégés sous les décombres, pourraient s'effectuer. Ce n'est qu'en faisant taire les armes que les acteurs humanitaires pourraient identifier les enfants non accompagnés, qui ont été séparés de leurs parents ou qui sont devenus orphelins, et organiser leur prise en charge provisoire.

À cet égard, nous rappelons le rôle crucial des pays exerçant une influence sur les parties impliquées. Nous saluons les initiatives louables déjà entreprises par tous ces pays pour atténuer l'impact humanitaire du conflit, à l'instar de la conférence humanitaire internationale, qui s'est tenue le 9 novembre à Paris, ou du sommet de l'Organisation de la coopération islamique, prévu le 12 novembre à Riyad, auquel prendra part le Gabon. Nous encourageons vivement les pays ayant une influence sur les parties à redoubler d'efforts pour favoriser la désescalade et la recherche d'une solution pacifique. La paix et la stabilité du Moyen-Orient sont des objectifs que nous devons tous poursuivre sans relâche.

Enfin, les causes profondes de ce conflit, qui ont miné pendant des années les relations entre les peuples palestinien et israélien, ne peuvent être dissociées de la situation actuelle. Je réitère l'attachement du Gabon à la solution des deux États, coexistant de manière pacifique, sur la base de frontières internationalement reconnues.

Pour terminer, mon pays réaffirme sa conviction que la diplomatie, le dialogue et la négociation sont les canaux

incontournables pour parvenir à une solution durable à ce conflit, solution qui ferait prévaloir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et le droit légitime d'Israël à la sécurité. Nous réitérons notre appui au Secrétaire général, António Guterres, et à toutes ses initiatives.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'organisation de cette séance publique, mais aussi pour le moment de silence que nous avons pu consacrer à toutes les victimes. Je souhaite également remercier le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, M. Ghebreyesus, et M. Marwan Jilani, Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien, de leur travail dans les circonstances les plus difficiles et de leurs présentations, qui rendent compte de l'extrême gravité de la situation actuelle.

La Suisse est profondément préoccupée par l'impact du conflit sur les civils, femmes, hommes et enfants, et sur les infrastructures civiles dans la bande de Gaza. Les civils ont un besoin urgent de protection et d'assistance. La situation sanitaire continue de se dégrader très rapidement pour la population civile, dont le million et demi de personnes déplacées, qui se trouve, depuis plus d'un mois, complètement assiégée, privée d'eau, d'électricité et de services essentiels à sa survie. Le droit international humanitaire protège la population civile et les biens de caractère civil. Il doit être respecté à tout moment, par tout le monde, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités.

La mission médicale, dont les transports médicaux, les hôpitaux, les cliniques et les personnes qui y sont soignées, ainsi que le personnel médical qui y travaille, jouit d'une protection spécifique en vertu du droit international. Elle ne doit jamais être prise pour cible. Un convoi humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) transportant du matériel d'aide d'urgence à destination de l'hôpital Al-Qods a essuyé des tirs mardi passé. Cet incident, et nous en avons entendu d'autres, illustre l'environnement dans lequel les organisations humanitaires, impartiales et parées d'un emblème universellement reconnu, doivent opérer à Gaza. Je rends hommage aux dizaines de collaborateurs, comme ceux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ou du Croissant-Rouge, qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous notons également avec la plus grande inquiétude les dégâts réguliers causés aux hôpitaux, tels que l'hôpital pour enfants Al-Nasr. Le volume d'aide est insuffisant. En raison du manque de carburant, plusieurs hôpitaux et cliniques ont dû cesser de fonctionner. Il est

essentiel que l'eau, la nourriture, les fournitures médicales ainsi que le carburant puissent entrer. Par ailleurs, l'aide doit aussi parvenir aux centaines de milliers de civils se trouvant dans le nord de Gaza.

La Présidente du CICR a souligné hier, à l'occasion de la conférence de Paris :

« L'impératif immédiat est de sauver des vies et de préserver l'humanité. Un accès rapide et durable à l'aide humanitaire et à l'approvisionnement est désespérément nécessaire ».

Nous remercions la France pour l'organisation de cette conférence. La Suisse prévoit de fournir une aide humanitaire d'urgence supplémentaire à hauteur de 90 millions de francs suisses dans toute la région. Aussi, la Suisse continuera de contribuer au sein du Conseil à la mise en place de mesures urgentes, telles que des pauses ou trêves humanitaires, nécessaires pour garantir un accès sûr, rapide et sans entrave à l'assistance humanitaire.

La Suisse a condamné, dès le 7 octobre dernier et avec la plus grande fermeté, les actes de terreur et toutes les attaques indiscriminées perpétrés par le Hamas contre les populations civiles en Israël. La Suisse demande la libération immédiate et inconditionnelle des personnes prises en otage et actuellement détenues à Gaza. En même temps qu'elle reconnaît le droit d'Israël d'assurer sa défense et sa sécurité, la Suisse rappelle que la protection des civils et le respect du droit international humanitaire sont obligatoires. Le respect du droit international humanitaire doit rester une priorité du Conseil.

Par ailleurs, la Suisse reste très préoccupée par la forte hausse de la violence en Cisjordanie occupée. Face à l'augmentation de la violence des colons, la Suisse rappelle les obligations d'Israël en vertu du droit international, y compris l'obligation de protéger la population civile. Il est nécessaire que des enquêtes soient menées sur toutes les violations du droit international en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, afin que leurs auteurs soient traduits en justice.

Enfin, ne perdons jamais de vue que le seul socle sur lequel la paix et la stabilité peuvent reposer est la solution à deux États, deux États démocratiques, Israël et la Palestine, qui vivent côte à côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et c'est pour cela que nous devons toutes et tous, ensemble, nous engager.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je remercie le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et M. Marwan Jilani de leurs exposés.

Les attaques terroristes du Hamas et d'autres groupes terroristes contre Israël, le 7 octobre dernier, doivent être unanimement condamnées. Tous les otages doivent être libérés immédiatement et sans conditions. Chaque vie compte et il n'y a pas de deux poids, deux mesures : Israël a le droit de se défendre et le devoir de le faire dans le respect du droit international humanitaire, donc en préservant les populations civiles.

Les civils palestiniens perdent la vie chaque jour à Gaza, les enfants palestiniens perdent la vie chaque jour à Gaza. Nous l'avons entendu, ils sont aussi exposés aux pires conditions sanitaires qui soient et à un risque élevé d'épidémies. La France remercie l'OMS pour l'action de ses équipes sur le terrain. Elle salue aussi l'engagement du Secrétaire général et le travail des organismes de l'ONU et des acteurs humanitaires sur le terrain. Nous adressons nos sincères condoléances à l'Organisation des Nations Unies après le décès de 100 personnels de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

La situation humanitaire est catastrophique, et nous devons agir. Pour cela, la France continuera d'appeler à une trêve humanitaire immédiate, durable, soutenue, devant pouvoir mener à un cessez-le-feu auquel nous devons tous œuvrer. Un accès humanitaire sans entraves et durable à la bande de Gaza doit être assuré de toute urgence. Tous les points de passage doivent être ouverts. Le nombre de convois doit être à la hauteur des besoins. Les infrastructures civiles et les hôpitaux doivent être protégés dans le respect du droit international humanitaire. Il faut également permettre un rétablissement immédiat des services de base, notamment pour garantir l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité.

La conférence internationale humanitaire de soutien à la population civile à Gaza, qui a été organisée à Paris hier à l'initiative du Président de la République, M. Macron, a permis de comptabiliser plus d'un milliard d'euros de contributions financières. L'aide de la France a été portée à 100 millions d'euros pour les populations civiles palestiniennes. Nous avons également acheminé 87 tonnes de fret humanitaire au cours des derniers jours. Trente tonnes supplémentaires le seront dans les prochains jours dans le cadre du pont aérien de l'Union européenne.

Les violences perpétrées par des colons israéliens à l'encontre de la population palestinienne, qui se multiplient en Cisjordanie et contraignent les communautés palestiniennes à fuir, sont inacceptables et la France réitère sa demande aux autorités israéliennes de les faire cesser.

Nous avons aussi le devoir d'empêcher un embrasement de l'ensemble de la région. Nous appelons à assurer la sécurité des Casques bleus de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, qui continuent à assurer leurs mandats. La France est pleinement engagée pour éviter une extension de ce conflit à la région. Nous condamnons par ailleurs les tirs houthistes en direction d'Israël.

Le monde ne peut plus ignorer l'aspiration légitime des Palestiniens et des Israéliens à vivre en paix et en sécurité. Nous connaissons tous les conditions de cette paix durable : ce sont des garanties indispensables apportées à Israël pour sa sécurité et un État pour les Palestiniens. Il faut restaurer un horizon politique. La seule solution viable est une solution à deux États. Cet impératif ne peut plus être seulement une perspective. Il doit devenir une réalité.

La France poursuivra son engagement constructif au sein du Conseil pour que celui-ci adopte une résolution au plus vite. Nous le devons aux Israéliens et aux Palestiniens.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, et M. Marwan Jilani, de leurs exposés circonstanciés sur la situation et de leurs témoignages sur leurs propres expériences de la peur, de la douleur et des pertes subies. Je les remercie, ainsi que leurs équipes, de leur dévouement dans cette situation inimaginable.

La situation à Gaza est de plus en plus désespérée et le temps presse. Nous avons la plus grande admiration pour les agents humanitaires qui continuent d'accomplir leur travail dans des conditions extrêmement dangereuses, et nous déplorons la mort de plus de 100 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Malheureusement, le Conseil de sécurité est resté silencieux depuis que le conflit a éclaté il y a plus d'un mois avec les abominables actes de terreur perpétrés par le Hamas en Israël le 7 octobre. Il est temps d'agir concrètement. À cette fin, le Japon appuie pleinement les pauses humanitaires et les couloirs humanitaires afin de faciliter l'assistance nécessaire d'urgence, la circulation des civils et la libération des otages. Un accès humanitaire complet, rapide, sûr et sans entrave doit être accordé sans délai et de manière continue.

Nous saluons la diplomatie inlassable de la communauté internationale, notamment dans le cadre de la conférence internationale sur l'aide humanitaire à

Gaza qui s'est tenue hier à Paris. Le Japon espère que les pauses annoncées par le Gouvernement des États-Unis le 9 novembre contribueront à améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire vitale et la protection des civils et concourra à la libération des otages à Gaza. Pour sa part, en sa qualité de Président du Groupe des Sept (G7), le Japon a accueilli la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 à Tokyo cette semaine, appelant à une action urgente pour faire face à la crise humanitaire qui se détériore rapidement à Gaza.

L'appel éclair récemment annoncé doit réunir 1,2 milliard de dollars pour répondre aux besoins humanitaires immédiats à Gaza et en Cisjordanie. Le Japon joue son rôle. Notre ministre des affaires étrangères a récemment annoncé que le Japon était prêt à accorder une aide humanitaire supplémentaire de 65 millions de dollars ainsi que des fournitures de secours d'urgence par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale, en plus de l'aide d'urgence déjà décidée d'un montant de 10 millions de dollars. Nous appelons tous les États Membres et les partenaires humanitaires à se joindre à cet effort pour alléger les souffrances de la population de Gaza.

Plus de 200 otages, dont de nombreux enfants, sont toujours détenus par le Hamas et d'autres militants à Gaza. La prise d'otages est contraire aux principes fondamentaux du droit international et nous la condamnons sans équivoque. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes encore retenues en otage. Leurs proches les attendent avec un désespoir croissant.

Le risque d'un débordement régional est bien réel. La situation au Liban, en Syrie et au Yémen devient préoccupante. En outre, l'intensification de la violence des colons extrémistes contre les Palestiniens est totalement inacceptable, compromet la sécurité en Cisjordanie et menace les perspectives d'une paix durable. Une seule erreur de calcul sur l'un de ces fronts pourrait conduire à un conflit régional désastreux, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'empêcher.

Ce conflit doit prendre fin et les parties concernées doivent reprendre les négociations pour parvenir enfin à une solution à deux États, dans laquelle Israël et un État palestinien viable vivraient côte à côte dans la paix et la sécurité. À court terme, nous devrions prendre toutes les mesures possibles pour désamorcer le conflit dans les meilleurs délais, première étape vers une paix durable.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'organisation de cette séance et pour la minute de silence

qui a été observée tout à l'heure. Je voudrais également remercier M. Ghebreyesus et M. Jilani, non seulement de leurs exposés, mais également du travail qu'eux et leurs équipes accomplissent, qui permet de sauver des vies.

Il n'y a aucun doute : Gaza est frappée par une crise humanitaire, et comme l'a souligné M. Ghebreyesus, cette crise humanitaire s'aggrave de jour en jour. Bien entendu, nous nous félicitons de l'ouverture du poste frontière de Rafah et nous remercions les partenaires de leurs efforts qui ont permis aux ressortissants étrangers de quitter le territoire. Toutefois, il est essentiel et urgent que davantage d'aide soit acheminée dans l'autre sens, vers Gaza. L'accès, tant par Rafah que par d'autres points de passage, doit être amélioré afin que l'aide puisse parvenir aux personnes qui en ont désespérément besoin. Pour ce faire, nous avons besoin de pauses humanitaires d'une durée suffisante pour que l'aide soit acheminée aux personnes qui en ont besoin et pour que les otages soient libérés. Le carburant doit pouvoir entrer dans la bande de Gaza pour que les hôpitaux et les usines de dessalement de l'eau puissent fonctionner et pour que l'aide puisse être acheminée. Les pauses dans le nord de la bande de Gaza constituent un premier pas important, mais toutes les trêves doivent remplir les conditions nécessaires en termes de temps et de sécurité pour que les civils puissent se déplacer et pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée.

Depuis le 7 octobre, le Royaume-Uni a exprimé son appui ferme au droit de légitime défense d'Israël à la suite des attaques terroristes du Hamas. Dans ce contexte, le droit international humanitaire n'est pas un luxe : c'est ce droit qui permet aux travailleurs humanitaires et au personnel médical de venir en aide aux personnes dans le besoin en toute sécurité, et qui protège les civils et les infrastructures civiles, notamment les hôpitaux, dans la mesure du possible. Nous exhortons donc toutes les parties au conflit à prendre toutes les mesures possibles pour réduire autant que faire se peut les dommages causés aux civils, au personnel médical et humanitaire et aux sites protégés, et nous exprimons nos condoléances pour chaque vie perdue.

Enfin, nous avons clairement indiqué qu'Israël doit faire davantage pour prévenir une escalade en Cisjordanie. Nous saluons les déclarations, notamment celle du Premier Ministre Netanyahu, qui a condamné les actes de violence perpétrés par des colons, mais nous attendons des mesures concrètes visant à traduire les auteurs de ces actes en justice. Nous condamnons également les attaques contre Israël émanant de groupes armés au sein de la région. Le Ministre britannique des affaires étrangères était à Riyad

hier, où il a eu des discussions avec les Ministres des affaires étrangères et les représentants de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, du Liban, de Bahreïn, du Koweït, d'Oman et de l'Autorité palestinienne sur la prévention d'une escalade régionale. Le Ministre des affaires étrangères a également réaffirmé l'engagement inébranlable du Royaume-Uni en faveur d'une solution des deux États.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier Tedros Ghebreyesus et Marwan Jilani de leurs exposés au Conseil de sécurité, des exposés éclairants mais qui laissent peu de place à l'optimisme concernant les systèmes médicaux et la situation à Gaza.

Nous avons suivi de près les événements qui sont à l'origine de la tenue de la présente séance, et nous sommes toujours bouleversés par la situation au Moyen-Orient, en particulier dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Le nombre élevé d'enfants tués et de personnes toujours retenues en otage est vivement préoccupant. Outre les nombreux morts dans les deux camps, 101 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ont également été tués depuis le début de la guerre, ce qui, selon l'ONU, est le chiffre le plus élevé jamais enregistré dans le cadre d'un conflit. Le nombre élevé de victimes dans le contexte du conflit en cours doit obliger le Conseil à prendre des mesures urgentes pour éviter que d'autres civils et travailleurs humanitaires ne soient tués.

Comme c'est le cas pour de nombreux autres conflits au Moyen-Orient et ailleurs, l'incapacité du Conseil à parvenir à un consensus sur la manière d'amener les parties à mettre fin aux hostilités a porté atteinte à la capacité d'assurer efficacement l'acheminement de l'aide humanitaire, de protéger les civils et de garantir le respect du droit international. Nous espérons donc que le Conseil pourra s'accorder sur une approche commune pour faire cesser les hostilités et amener les parties belligérantes à mettre fin, par des moyens pacifiques, à cette guerre qui dure depuis un mois.

Le Ghana prend note de l'intention de mettre en place des pauses humanitaires quotidiennes de quatre heures dans le nord de Gaza, qui seraient annoncées trois heures avant le début de la pause chaque jour. Nous pensons qu'il est possible de faire davantage et qu'il faut faire davantage. Nous devons également créer d'urgence les conditions nécessaires à la mise en place de couloirs humanitaires sûrs, aux opérations de recherche et de sauvetage et au passage en toute sécurité des blessés, des enfants malades, des femmes enceintes et des soignants, conformément au droit humanitaire international.

La guerre, quelles qu'en soient la cause et les circonstances, doit être menée dans le respect du droit international. Dans le cadre de ce conflit, les civils et les infrastructures civiles, notamment les hôpitaux, leur personnel et les systèmes médicaux doivent être épargnés, et ils ne doivent pas être utilisés comme boucliers par les militants du Hamas ni être pris pour cible pendant les attaques. L'approvisionnement en eau et en carburant doit être assuré et ne doit pas être entravé. Nous appelons de nouveau tous les pays qui exercent une certaine influence sur les parties à intensifier leurs efforts en vue de la cessation des combats et pour obtenir la libération de tous les otages israéliens et étrangers. Nous appelons de nouveau la milice du Hamas à tenir compte de la demande de la communauté internationale concernant la libération de tous les civils capturés, immédiatement et sans condition. Il est répréhensible et inacceptable de retenir en otage des populations civiles innocentes, quels que soient les motifs.

Par ailleurs, nous ne devons pas perdre de vue le coût économique de l'absence de mesures visant à mettre fin à cette guerre. Nous sommes préoccupés par une évaluation publiée par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, qui indique qu'au moins 45 % de tous les logements dans la bande de Gaza ont été endommagés ou détruits par les bombardements. Un mois après le début de la guerre contre le Hamas et du siège quasi total de Gaza par Israël, le produit intérieur brut de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a baissé de 4 %, faisant sombrer plus de 400 000 personnes dans la pauvreté – des répercussions économiques qui n'ont pas été constatées dans le cadre des conflits en Syrie et en Ukraine, ni dans aucun conflit antérieur entre Israël et le Hamas. Les conséquences de la dévastation économique, en plus de la destruction des infrastructures, notamment des systèmes médicaux, pourraient être considérables si nous n'agissons pas maintenant.

En conclusion, nous devons toutes et tous être guidés par la situation catastrophique sur le terrain et le désir de la communauté internationale de mettre fin à la guerre en cours, qui a fait près de 12 000 morts dans les deux camps et a causé d'énormes souffrances aux enfants – qui représentent plus de 40 % des victimes –, aux femmes et aux personnes âgées, qui constituent les groupes les plus vulnérables dans la bande de Gaza. Notre comportement et nos délibérations doivent refléter les attentes d'aider les parties à mettre fin aux hostilités en cours. Nous avons commencé cette séance par une minute de silence. Cela doit nous inciter à faire taire le bruit des armes, des roquettes et des missiles, qui retentit sans relâche en Israël et en Palestine ces derniers mois.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier de leurs exposés M. Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, et M. Jilani. Nous leur exprimons notre reconnaissance, comme à tous ceux qui travaillent sur le terrain pour apporter une aide vitale aux personnes dans le besoin.

Les événements traumatisants des quatre dernières semaines ont fait voler en éclats la vie des Israéliens et des Palestiniens et ont conduit la région au bord d'une catastrophe majeure, tandis que la situation sur place connaît une évolution dramatique et extrêmement préoccupante. Le Hamas continue de ne faire aucun cas des appels de la communauté internationale et de l'ONU à libérer sans condition les otages qu'il retient illégalement et sans justification. Il n'a pas interrompu ses tirs aveugles de roquettes sur Israël, et ses dirigeants se réjouissent de leurs massacres, en répétant sans cesse qu'ils recommenceront encore et encore, « 1 million de fois », comme l'un d'entre eux l'a dit publiquement. L'Albanie se tient résolument aux côtés d'Israël, qui a le droit légitime de se défendre contre la barbarie, mais d'une manière qui soit proportionnée et fermement ancrée dans le droit, et nous appuyons les initiatives lancées par Israël et d'autres pour obtenir la libération des otages.

Point n'est besoin de décrire la situation humanitaire à Gaza. Malgré les efforts engagés et une amélioration, toutefois insuffisante, de l'accès, la situation actuelle n'est pas tenable. Plus de 800 camions sont entrés à Gaza par le point de passage de Rafah, mais il en faut beaucoup plus, et il faut en faire beaucoup plus. Les hôpitaux doivent être approvisionnés en fournitures cruciales, et ils doivent rester protégés. En outre, il faut d'urgence prendre des mesures concrètes et plus efficaces. De la nourriture, de l'eau, des fournitures médicales et du carburant doivent être livrés. Ils ne doivent pas arriver jusqu'au Hamas et ses combattants, mais ils ne peuvent pas être refusés aux civils.

Nous l'avons dit à maintes reprises et nous tenons à le répéter : les ripostes opposées au Hamas et à ses capacités de combat doivent être soigneusement et correctement calibrées, et respecter les principes de distinction et de précaution. Les civils ne sont pas responsables des agissements du Hamas ; ils n'ont pas à payer pour les actions des terroristes et des extrémistes. Les civils et les infrastructures dont ils dépendent, notamment les hôpitaux, les abris et les écoles, doivent être protégés. Ces infrastructures ne peuvent être utilisées à d'autres fins et le Hamas ne peut s'en servir, ni comme de cachettes, ni comme d'un point de départ pour ses opérations.

Certes, nous comprenons qu'il ne faut pas laisser une entité terroriste se réorganiser, se reconstituer, tendre des embuscades ou continuer de tuer, d'autant

que le Hamas a montré ce dont il était capable, et nous comprenons qu'il faut mener une lutte acharnée contre la barbarie ; mais il faut préserver l'humanité et montrer ce qu'elle recèle de meilleur. Et s'il ne peut y avoir d'équivalence d'aucune sorte entre les massacres du Hamas et les actions militaires de l'armée israélienne, nous devons veiller à ce que la protection des civils et le droit international humanitaire ne restent pas de vains mots, mais incarnent des engagements sérieux qu'il faut honorer et respecter et qui appellent des actions rapides et sérieuses.

L'ampleur stupéfiante des pertes en vies humaines parmi les Palestiniens innocents et le nombre insoutenable d'enfants tués sont extrêmement inquiétants. Beaucoup trop d'innocents meurent pour rien, pris au piège d'une guerre qui n'est pas la leur. Une guerre contre la terreur ne doit pas punir indûment ceux qu'elle est censée sauver, ceux qu'elle doit sauver. Nous accueillons favorablement les pauses quotidiennes de quatre heures et les couloirs de passage sécurisé, qui marquent un pas concret dans la bonne direction. Ces mesures doivent être pleinement coordonnées avec les acteurs de l'ONU et leurs partenaires sur le terrain, de sorte que la protection des civils et l'aide humanitaire puissent être réellement efficaces. Nous avons entendu les humanitaires de l'ONU et leurs partenaires sur le terrain arguer que cela ne suffira peut-être pas. Il faut les entendre.

Nous saluons et louons tous les efforts déployés, en particulier par les États-Unis, pour éviter que le conflit se propage à la région. Quiconque chercherait à exploiter la situation pour promouvoir ses propres objectifs et générer davantage de conflit, de malheur, de victimes et de chaos dans le reste de la région doit y réfléchir à deux fois. Les auteurs de troubles et partisans du terrorisme qu'on ne présente plus dans la région, ceux qui applaudissent, soutiennent et financent la terreur du Hamas, et tous ceux qui les encouragent avec cynisme, doivent être tenus en échec.

Mais il faut faire plus. Dès la fin des hostilités, Gaza, libérée du Hamas, devra se doter d'une administration et d'une structure politique renouvelées. Elle devra être reconstruite grâce à un effort collectif de solidarité. Il est donc urgent de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour dégager l'horizon politique en présentant une offre et un plan sérieux pour la solution des deux États, seule perspective viable pour une région libérée de la terreur à l'avenir. Les enfants de Gaza doivent grandir pour devenir non pas de futurs combattants, mais de bons citoyens. Ils doivent être élevés non pas dans la haine, mais dans la tolérance et le respect d'autrui. Plutôt que propagande et sectarisme, leurs manuels doivent leur inculquer une instruction civique.

Le chemin sera long et ardu. Il exigera des efforts constants et sincères. Mais cette possibilité ne pourra pas

se matérialiser si les parties n'acceptent pas de se réunir, avec l'aide résolue de la communauté internationale, et de tracer un chemin qui mène la paix, en permettant aux Israéliens d'obtenir ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire la sécurité et la paix, et qui donnera aux Palestiniens ce qu'ils veulent et qu'ils méritent, à savoir leur propre État et leur liberté. À défaut, aucun changement réel et durable ne se produira au Moyen-Orient, et un apaisement, quel qu'il soit, ne fera que différer les prochains affrontements.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien de leurs exposés cet après-midi, qui nous ont brossé à point nommé le tableau lugubre de ce conflit.

Je tiens à saluer les personnels de santé et à les remercier de leur travail héroïque, eux qui, en ce moment même, risquent leur vie pour en sauver d'autres, dans des conditions inimaginables pour nous qui nous trouvons confortablement installés ici à New York, comme l'a rappelé le Directeur général de l'OMS en évoquant son expérience personnelle. Je rends également hommage aux personnels de santé qui ont déjà perdu la vie dans ce conflit et je présente toutes mes condoléances à leurs familles.

Un conflit armé, quel qu'il soit, est lourd de conséquences pour la santé des populations touchées, du fait tant de l'impact direct des armes utilisées que de la détérioration des conditions sanitaires liée à la destruction de l'environnement et à l'interruption des services de base. L'explosion de violence qu'a déclenchée l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre est la plus grave observée dans la zone de conflit depuis des décennies et il s'ensuit que ses conséquences humanitaires sont très importantes elles aussi.

Nous condamnons catégoriquement le fait que le Hamas se serve de civils comme de boucliers humains et procède à des tirs aveugles de roquettes. Nous renouvelons également notre condamnation face aux civils tués à Gaza par des bombardements tels que ceux qui ont eu lieu ces derniers jours à proximité de l'hôpital Chifa et de tous les centres de soins de santé, comme nous en avons été informés cet après-midi. Nous sommes solidaires des familles des victimes. Les infrastructures civiles, notamment les infrastructures de santé, ne doivent jamais être prises pour cible. D'après le Comité international de la Croix-Rouge,

« Les unités sanitaires telles qu'hôpitaux et autres infrastructures organisées à des fins sanitaires doivent être respectées et protégées en toutes circonstances. Elles ne peuvent pas être attaquées, et doivent être accessibles sans restriction. Les parties sont tenues de prendre des mesures pour

les protéger contre les attaques, en veillant notamment à ce qu'elles ne soient pas situées à proximité d'objectifs militaires. »

Le personnel qui s'acquitte de fonctions médicales doit lui aussi être respecté et protégé en toutes circonstances.

Les dispositions du droit international humanitaire doivent être respectées en tout temps par toutes les parties. Elles n'ont rien de facultatif, et leur non-respect s'accompagne de lourdes responsabilités. Cela vaut aussi pour l'obligation de libérer les otages immédiatement et sans condition. De la même manière, l'aide humanitaire, en ce compris les médicaments, l'énergie, l'eau, la nourriture et les fournitures médicales, doit parvenir à celles et ceux qui en ont besoin, en quantité nécessaire et en temps voulu. À cet effet, une trêve humanitaire immédiate, durable et respectée est incontournable. Il est impossible d'approvisionner les hôpitaux ou de distribuer de l'aide tant que les hostilités se poursuivent.

Nous accueillons positivement tous les efforts déployés pour protéger les civils et éviter davantage de souffrances. Des initiatives telles que la conférence humanitaire internationale sur Gaza, qui s'est tenue hier à Paris, sont louables. Cependant, ces efforts à eux seuls ne sont pas suffisants. Nous avons tous une responsabilité individuelle et collective à cet égard et nous devons nous efforcer de bonne foi de l'assumer. Il est urgent que ceux qui bénéficient du droit de veto parviennent à des accords pour permettre au Conseil d'agir.

Je termine mon intervention en lançant à nouveau un appel ferme à éviter que la violence ne s'étende à d'autres régions et ne nous éloigne encore plus de la perspective d'une solution pacifique, juste et définitive à ce conflit. Nous ne devons ménager aucun effort pour contribuer à cet objectif.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous appuyons pleinement l'organisation de la présente séance d'urgence sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza à l'initiative de la délégation des Émirats arabes unis. Nous remercions M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et M. Marwan Jilani, Directeur général de la Société du Croissant-Rouge palestinien, de leurs exposés sur la situation dans l'enclave palestinienne. Nous apprécions grandement les efforts désintéressés déployés par les représentants de l'OMS et tous les personnels humanitaires sur le terrain, qui travaillent dans des conditions extrêmement dangereuses.

Les intervenants d'aujourd'hui ont fourni des informations sur l'ampleur du désastre humanitaire dans la

bande de Gaza, qui est profondément choquant. L'enclave palestinienne est confrontée à une véritable catastrophe humanitaire, une tragédie aux proportions mondiales. Les frappes aériennes israéliennes ont complètement détruit ou endommagé près de la moitié des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles vitales. Quatre hôpitaux palestiniens ont été bombardés au cours des dernières 24 heures. Dix-huit des 35 hôpitaux de la bande de Gaza ont complètement suspendu leurs opérations, 35 000 bâtiments ont été détruits et 165 000 autres ont été endommagés. La liste des bâtiments détruits ou endommagés inclut 221 écoles, 42 installations appartenant à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), sept églises et 56 mosquées. La direction de l'UNRWA signale que 101 membres du personnel de l'Office ont été victimes des bombardements.

Nous sommes choqués et profondément indignés que des frappes prennent pour cible des biens de caractère civil comme des écoles, des hôpitaux, des mosquées et des camps de réfugiés. Nous insistons sur le fait que les frappes délibérées contre des biens de caractère civil constituent une violation flagrante du droit international humanitaire. Le respect du droit international humanitaire est un impératif. Toutes les guerres ont des lois. Les violences contre les civils et les frappes sur des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles sont absolument inacceptables. Selon les informations dont nous disposons, ce matin même, les hôpitaux Al-Qods et Chifa, ainsi que les mosquées Khaled ben el-Walid et Ikhlas, ont été touchés. Ces mosquées sont situées dans le sud de la bande de Gaza, ce qui confirme qu'il n'y a pas de zones sûres pour les civils à Gaza aujourd'hui.

La bande de Gaza est soumise à un blocus total et brutal, dont la première victime est la population civile. Il y a une grave pénurie de médicaments, de nourriture et de carburant, et les hôpitaux manquent de lits. La pénurie d'eau potable risque d'aggraver considérablement la situation sanitaire et épidémiologique.

De nombreux États et organisations envoient de l'aide aux habitants de l'enclave assiégée, y compris la Fédération de Russie, qui apporte une assistance humanitaire à la population de Gaza. Aujourd'hui, 10 novembre, le Ministère russe des situations d'urgence a annoncé l'envoi par avion en Égypte de 25 tonnes de nourriture et de médicaments. Il s'agit du quatrième envoi.

Pourtant, comme nous l'ont dit M. Ghebreyesus et M. Jilani, malgré le passage de convois humanitaires dans la partie nord de Gaza, cet effort est clairement insuffisant pour répondre aux besoins colossaux de la bande de Gaza.

Si des mesures radicales ne sont pas prises pour désamorcer le conflit, ses conséquences auront des répercussions pendant Dieu sait combien de temps.

Dans l'ombre des événements tragiques survenus à Gaza, il y a la situation hautement instable en Cisjordanie, qui est malheureusement tombée dans l'oubli. Or, depuis le 7 octobre, toutes les grandes villes de Cisjordanie ont connu une forte escalade de la violence à la suite des opérations menées par les forces de sécurité israéliennes et des actions violentes perpétrées par des colons contre des civils palestiniens. Indépendamment de ce qui se passe dans la bande de Gaza, la situation en Cisjordanie mérite d'être examinée de près par le Conseil.

Le mois dernier, 148 Palestiniens ont été tués lors d'affrontements avec les Forces de défense israéliennes, contre 155 pour l'ensemble de l'année 2022, selon les données de l'ONU. Plus de 2 200 personnes ont été blessées et plus de 2 000 autres Palestiniens ont été arrêtés. L'armée inflige des châtiments collectifs, dont l'élément le plus important est le blocus complet des zones résidentielles par la fermeture de toutes les routes qui y mènent, prétendument pour des raisons de sécurité. L'accès des Palestiniens à de nombreux axes de transport majeurs en Cisjordanie est actuellement bloqué, causant un préjudice considérable à l'économie locale.

Les logements palestiniens sont systématiquement démolis lorsqu'ils n'ont pas permis de construire israéliens, alors que ceux-ci sont pratiquement impossibles à obtenir pour les Palestiniens. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, depuis le début de l'embrasement du conflit, les organismes humanitaires ont recensé de nombreux actes de violence commis quotidiennement par des colons israéliens. En outre, en raison des menaces émanant des colons, près de 2 000 Palestiniens ont été contraints de fuir leur domicile en octobre. Les cibles les plus faciles et les plus fréquentes sont les communautés bédouines relativement isolées. Comme on pouvait s'y attendre, les appels adressés à la police et à l'armée israéliennes ne servent à rien. Bien au contraire, les forces de sécurité apportent souvent un appui direct aux colons dans leurs actions illégales ou, à tout le moins, n'interviennent pas. Nous notons également que des actes de violence ont été commis contre des Israéliens et des défenseurs des droits humains qui n'ont pas peur d'appeler la situation à Gaza par son nom.

Nous soulignons une fois de plus que toute escalade du conflit est inadmissible et dangereuse. Nous sommes convaincus qu'un cessez-le-feu urgent dans la zone du conflit israélo-palestinien est le premier pas dans la bonne direction.

Cette mesure, et non des pauses à court terme, est le seul moyen réaliste d'éviter de nouvelles victimes, de garantir la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire à celles et ceux qui en ont besoin et l'assistance à la population de Gaza, et d'empêcher une nouvelle intensification de l'affrontement armé et l'implication d'autres acteurs régionaux.

Les risques d'un affrontement régional et général dans une région qui compte un grand nombre de problèmes non réglés de longue date, de points de conflit et de dangers potentiels sont clairs. Mais le conflit israélo-palestinien est le problème clef. S'il n'est pas réglé, il n'y aura aucun espoir de paix durable au Moyen-Orient. Ces dernières années, y compris lors des séances mensuelles du Conseil de sécurité consacrées à un règlement au Moyen-Orient, nous n'avons cessé de dire qu'oublier l'ensemble du cadre juridique international pour régler le conflit israélo-palestinien conduirait à une escalade que le monde entier devrait alors tenter de résoudre.

Le règlement de la question palestinienne ne doit en aucun cas être associé à des tentatives d'expulsion des Palestiniens de leurs terres ancestrales. Nous avons besoin d'une solution constructive, globale et fondamentale à ce problème historique de longue date, qui soit fermement ancrée dans les dispositions du droit international.

L'histoire a clairement montré que les tentatives de monopoliser les fonctions de médiation n'aboutissent pas au règlement des conflits, mais à leur escalade. C'est ce à quoi nous assistons en ce moment. À ce stade, l'obstruction aux initiatives de paix en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza de la part des États-Unis, et la politique de parti pris qu'ils ont appliquée au cours des dernières années dans le but de préserver le statu quo, comme ils l'appellent, ainsi que leur prétendue « diplomatie discrète », reflètent en fait un refus de mettre en œuvre tout ce dont les pays et les peuples ont convenu. Le manque de progrès dans les négociations a inévitablement fait le lit de la radicalisation et entraîné une conflagration. Je répète que cela pourrait favoriser la propagation du conflit et alimenter d'autres conflits potentiels ou latents dans la région. Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, le renforcement de la présence militaire étrangère dans la zone du conflit armé, en particulier la présence des États-Unis dans la Méditerranée orientale, et les déclarations va-t-en-guerre, qui s'inscrivent dans une logique de provocation, participent également de l'escalade générale et ne font qu'accroître les tensions.

Nous estimons que, sans règlement du problème palestinien sur la base juridique internationale bien connue, il n'est pas réaliste d'espérer une stabilisation durable au Moyen-Orient, pas davantage que la sécurité pour Israël.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire d'arrêter immédiatement l'effusion de sang et d'éviter les actions unilatérales, y compris la prise de contrôle par des colons de zones de la Cisjordanie, les incursions dans les Lieux saints de Jérusalem et l'incitation à la violence et au terrorisme. Nous insistons en particulier sur l'importance de l'unité palestinienne dans les circonstances actuelles. Nous soutenons également sans réserve les appels de plus en plus urgents à une action collective des acteurs internationaux influents.

Nous soulignons par ailleurs le rôle central des États du Moyen-Orient dans le règlement des problèmes dans la région. Il ne faut pas laisser des forces extérieures exploiter le conflit palestino-israélien pour infléchir la tendance récente à la normalisation au Moyen-Orient. La mobilisation et l'unité des États de la région et de toutes les parties prenantes autour de la base juridique bien connue qui a l'appui du Conseil de sécurité pour un règlement, conjuguées à la volonté politique des Palestiniens et des Israéliens de négocier sur tout un éventail de questions relatives au statut final, sont capitales pour relancer un processus de paix global au Moyen-Orient.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie la Chine, Présidente du Conseil de sécurité, d'avoir convoqué l'importante séance de ce jour.

Nous exprimons notre profonde gratitude à M. Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, pour le témoignage utile et émouvant qu'il nous a livré sur la situation sanitaire et humanitaire dans la bande de Gaza. Il est une voix morale que nous devons écouter. Nous remercions également M. Marwan Jilani de son exposé détaillé.

C'est le cœur brisé que nous suivons les informations qui font quotidiennement état d'attaques incessantes contre les civils, les enfants, les femmes, les hommes et le personnel humanitaire et de santé, ainsi que de la destruction d'hôpitaux, d'écoles et d'autres infrastructures civiles à Gaza. Nous sommes face à une situation épouvantable qui nie totalement le coût humain de la crise et doit être fermement condamnée.

Qu'une population civile prise au piège soit privée de nourriture, de médicaments, d'eau et d'électricité à cause d'une opération militaire aggrave une situation humanitaire tragique qui empire de jour en jour. Cette calamité monstrueuse risque selon nous d'aliéner encore le peuple palestinien sur des générations et de saper les efforts déployés pour la réconciliation, la paix et la stabilité dans la région. Nous réitérons par conséquent notre appel au plein respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment les normes et règles concernant la protection des civils et l'aide humanitaire.

Nous estimons qu'un cessez-le-feu immédiat permettra d'endiguer et de réduire les pertes civiles et la destruction des infrastructures. Il permettra également que l'aide humanitaire parvienne à Gaza et profite aux millions de civils innocents qui en ont besoin.

En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, nous souscrivons sans réserve au droit naturel de légitime défense individuelle ou collective contre d'autres acteurs étatiques ou non étatiques, ainsi qu'il est prévu à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Néanmoins, ce droit doit s'exercer conformément à cette même Charte, qui dispose que les mesures prises à ce titre « n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil [...] d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ». Nous sommes donc d'accord pour dire qu'il est temps que le Conseil agisse. Nous demandons par conséquent que des mesures énergiques soient immédiatement prises pour qu'il y ait un désescalade et que les secours vitaux parviennent sans interruption à tous ceux qui en ont besoin. Il est de notre devoir à tous d'assurer la protection des civils, en Israël comme à Gaza, qui sont la cible innocente et injustifiée du conflit entre les Forces de défense israéliennes et le Hamas.

Nous condamnons sans ambiguïté le massacre perpétré le 7 octobre par le Hamas.

Dans le combat qui l'a mené à la liberté et à l'indépendance, notre peuple n'a jamais eu recours au massacre d'innocents, pas même de ceux qui servaient la machine d'oppression des colonialistes. En revanche, il n'oubliera jamais les massacres et les crimes contre l'humanité qu'il a lui-même subis, d'abord quand nous étions une colonie, ensuite sous l'agression du régime illégal de Rhodésie du Sud, et enfin de la part du régime d'apartheid sud-africain. Cependant, nous sommes toujours restés debout au nom de notre juste cause. Notre conscience nous dit par conséquent qu'il y a toujours des dimensions morales et juridiques à ce que les États et les acteurs non étatiques sont tenus de respecter dans la promotion de leurs causes légitimes.

Dans ce contexte, nous jugeons qu'il faut maintenir ouvertes les portes de la paix, de la sécurité, de l'autodétermination et de la dignité pour les peuples tant israélien que palestinien. Nous devons poursuivre nos efforts et maintenir un dialogue constant avec les parties en vue de parvenir à une solution durable. Il est admis de longue date que la solution des deux États, avec Israël et la Palestine vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, est un impératif, qui doit être au cœur des efforts que nous déployons afin de trouver la voie qui mènera à la paix et à la justice dans la région.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ghebreyesus de sa déclaration très émouvante, et M. Jilani de son exposé sur les crises humanitaire et sanitaire à Gaza.

Malte est gravement préoccupée par la détérioration continue de la situation humanitaire à Gaza. Des dizaines de milliers de civils blessés, malades et déplacés se sont réfugiés dans des hôpitaux et des écoles, avec l'espoir qu'il seront en sécurité du fait de leur statut protégé au regard du droit international. Un siège implacable et des bombardements aériens quotidiens dans l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète signifient qu'il n'y a pas de zones sûres à Gaza. Les frappes menées hier contre des hôpitaux, notamment l'hôpital Chifa, sont déplorables. Nous soulignons une fois de plus que les installations médicales, le personnel de santé et les ambulances sont protégés par le droit international humanitaire et ne peuvent être pris pour cible.

Juste avant le début de cette séance, Médecins Sans Frontières nous a informés que des combats étaient en cours à l'intérieur et autour de l'hôpital Chifa. À l'intérieur, il y a environ 4 000 patients qui sont dans une situation désespérée, sans compter ceux qui cherchent à s'y réfugier. Le directeur du service de chirurgie nous a dit : « Nous ne voulons pas mourir ici ». En tant que membres du personnel médical, ils restent auprès de leurs patients et réclament désespérément notre aide. Dans cette salle, l'une de nos tâches est de veiller à ce que le personnel médical puisse travailler sans que sa vie ne soit mise en péril.

Pendant ce temps, le système de santé dans l'enclave s'est complètement effondré. Les pénuries de fournitures médicales, de carburant, d'eau et de nourriture privent les populations des biens essentiels à leur survie et empêchent le traitement de blessures et de maladies graves. Les patients en état critique sont opérés sans anesthésie et à même le sol faute de lits d'hôpitaux. Les vastes dégâts causés aux infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que la pénurie généralisée de nourriture ne font qu'exacerber cette situation. Il en résulte des risques croissants de maladies graves pour les nourrissons et les enfants.

Malte se félicite de l'annonce faite hier par le Gouvernement israélien de pauses quotidiennes pour assurer la sécurité des couloirs humanitaires. Toutefois, nous devons également souligner que, pour protéger les civils à Gaza, des pauses plus longues sont nécessaires afin de permettre aux acteurs humanitaires d'avoir un accès adéquat aux civils et de répondre à leurs besoins croissants. Des opérations

urgentes de recherche des personnes piégées sous les décombres doivent être menées dans le cadre de ces efforts. Malte appelle donc de nouveau à un cessez-le-feu humanitaire et souligne l'importance de pauses humanitaires assez longues pour y parvenir.

Nous ne pouvons pas parler d'impératifs humanitaires sans parler de la prise d'otages. Plus de 200 personnes, dont des personnes âgées, des enfants et même des nourrissons, sont toujours retenues contre leur gré. Leurs familles et leurs amis endurent le calvaire de ne pas savoir quand, ou si, ils retrouveront leurs proches. Nous exhortons une fois de plus le Hamas et le Jihad islamique palestinien à libérer tous les otages en toute sécurité, sans délai ni condition.

Par ailleurs, Malte condamne une fois encore catégoriquement les attaques terroristes injustifiables du 7 octobre menées par le Hamas contre Israël et son peuple, ainsi que les tirs aveugles de roquettes qui n'ont cessé depuis lors. Nous soulignons le droit d'Israël à protéger ses citoyens contre de tels actes de terreur. Nous insistons également sur le fait que toutes les mesures prises à cet effet doivent être conformes au droit international humanitaire, notamment aux principes de distinction, de proportionnalité et de nécessité militaire.

Malte reste également préoccupée par le risque d'un débordement régional du conflit. Ce danger est particulièrement inquiétant en Cisjordanie, où l'on a constaté une augmentation des violences et de l'agitation au cours du mois écoulé. Nous appelons toutes les parties à éviter toute action ou rhétorique incendiaire susceptible d'enflammer la situation en cette période de haute tension. Les déplacements forcés de Palestiniens et les actes de violence perpétrés par des colons doivent également cesser.

Je ne saurais manquer de mentionner le travail inlassable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) au cours du mois qui vient de s'écouler, qui a tragiquement coûté la vie à plus de 100 travailleurs héroïques. Nous appuyons pleinement l'Office en ces temps difficiles et soulignons son besoin urgent de financement. L'UNRWA a été et reste une force stabilisatrice dans la région. Il constitue l'une des seules lueurs d'espoir pour la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie. Il est impératif que nous continuions à lui apporter notre soutien.

Enfin, Malte souligne son attachement à une paix durable au Moyen-Orient, fondée sur la solution des deux États, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux paramètres convenus au niveau international. Nous insistons sur la nécessité de ne pas faire

l'amalgame entre les aspirations légitimes du peuple palestinien et les tactiques terroristes du Hamas. Ce n'est qu'en respectant les droits inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination, que nous pourrions véritablement relancer un processus de paix crédible.

Le Président (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Je tiens, moi aussi, à remercier le Directeur général Ghebreyesus et le Directeur général Jilani de leurs exposés.

Le cycle actuel du conflit israélo-palestinien dure depuis 35 jours et la situation continue de se détériorer. Alors que des dizaines de milliers de personnes, dont plus de 4 000 enfants, ont perdu la vie ; que 1,6 million de personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers ; que 2,3 millions de personnes sont toujours privées d'eau, d'électricité, de carburant, de nourriture et de médicaments ; et que des hôpitaux, des écoles, des camps de réfugiés et des installations de l'ONU sont fréquemment pris pour cible, il ne s'agit plus seulement d'une crise humanitaire, mais aussi d'une crise de l'humanité, comme l'a dit le Secrétaire général Guterres.

Ce matin, en ma qualité de Président du Conseil, j'ai rencontré les représentants de la Palestine et d'autres pays arabes, ainsi que des représentants de l'Organisation de la coopération islamique. Au cours de ces échanges, j'ai été très touché par leur douleur profonde, par leur espoir que la paix sera rétablie et par leurs attentes d'une action concrète de la part du Conseil.

Face à tous ces événements, le monde doit s'exprimer d'une seule voix. Ça suffit ! Face à tous ces événements, le Conseil de sécurité doit mettre fin à l'obstruction et à l'ingérence de certains membres et prendre immédiatement de mesures significatives et responsables pour faire respecter la justice et maintenir la paix.

Il n'y a pas de temps à perdre pour instaurer un cessez-le-feu et arrêter les combats. Un cessez-le-feu n'est en aucun cas une déclaration diplomatique, mais le seul espoir de survie pour la population gazaouite. Nous appelons tous les acteurs concernés, notamment les grandes puissances qui ont une influence toute particulière sur les parties, à mettre de côté toutes les considérations géopolitiques et le deux poids, deux mesures, et à concentrer tous leurs efforts en faveur de l'objectif d'un cessez-le-feu et de la fin des combats. Nous demandons instamment à Israël de mettre un frein à l'intensification des violences perpétrées par les colons en Cisjordanie afin d'éviter l'apparition d'une nouvelle zone de tension et la propagation du conflit.

La protection des civils ne peut être remise à plus tard. Nous condamnons toutes les violences et les attaques contre les civils. Nous exprimons notre profonde inquiétude face aux violations flagrantes du droit international humanitaire à Gaza, auxquelles nous sommes fermement opposés. Nous demandons instamment qu'il soit mis fin aux peines collectives infligées aux civils. Nous exigeons que la sécurité physique et la prise en compte des besoins humanitaires des otages soient garanties et nous appelons à déployer des efforts diplomatiques pour faciliter leur libération dans les plus brefs délais.

Il n'y a pas de temps à perdre pour sauver des vies. Plus de 1 300 enfants et leurs familles sont piégés sous les décombres et nous ignorons leur sort. Nous sommes pour que le Conseil prenne des mesures urgentes à cet égard, afin de faciliter une trêve durable de plusieurs jours et l'ouverture immédiate d'un corridor vert, pour permettre aux institutions spécialisées et aux équipements d'entrer dans Gaza et de mener des opérations de recherche et de sauvetage, et de faire tout notre possible pour sauver les enfants. Le Conseil doit également répondre à l'appel conjoint lancé par le Directeur général Ghebreyesus et le Commissaire général Lazzarini en promouvant la création d'un mécanisme d'évacuation médicale afin que les femmes enceintes et toutes les personnes gravement blessées ou malades à Gaza puissent être transférées et soignées en temps utile.

La reprise des livraisons de fournitures est urgente. Nous demandons à Israël de lever immédiatement le blocus et d'éliminer toutes les restrictions à l'acheminement de fournitures nécessaires à la subsistance, en particulier les livraisons de carburant aux institutions humanitaires et médicales et aux installations qui contribuent à la subsistance. Au cours des deux dernières semaines, un peu plus de 500 camions sont entrés à Gaza par le point de passage de Rafah, ce qui représente une goutte d'eau dans l'océan pour les habitants de Gaza, qui luttent et sont aux portes de la mort. Tous les points de passage vers Gaza doivent être utilisés, et le point de passage de Kerem Shalom doit être ouvert dès que possible.

Ces jours-ci, nous entendons par ailleurs souvent parler du « jour d'après » pour Gaza. À cet égard, il convient de souligner qu'aucun arrangement relatif à Gaza ne peut être imposé au peuple palestinien. Toute solution apportée à la situation actuelle ne saurait s'écarter de la solution des deux États. Seul le peuple palestinien peut et doit décider de l'avenir de la Palestine. La Chine est prête à continuer de collaborer avec la communauté internationale et à déployer des efforts inlassables pour mettre fin rapidement aux combats, atténuer la crise humanitaire à Gaza, instaurer la coexistence pacifique entre Palestiniens et Israéliens et réaliser une paix et une sécurité à long terme au Moyen-Orient.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

M. Ghebreyesus a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne la parole.

M. Ghebreyesus (*parle en anglais*) : Comme je l'ai dit précédemment, personne n'est en sécurité et aucun endroit n'est sûr à Gaza. Imaginez être pris au piège de cette situation – imaginez seulement. C'est pour cela que nous demandons un cessez-le-feu. Nous demandons un accès humanitaire sans entrave. Dans le même temps, bien sûr, nous demandons au Conseil de sécurité de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération des otages.

La deuxième chose que je voudrais mentionner, parce que de nombreux membres ont évoqué cette question, est la solution des deux États. Je me suis rendu en Israël en 2014 lorsque j'étais Ministre des affaires étrangères de l'Éthiopie. J'avais notamment souligné à l'époque que la situation à Gaza était insoutenable. Elle est dangereuse et Israël doit apporter une solution. Cette solution est la solution des deux États. Bien sûr, beaucoup disent que la solution des deux États est bonne pour la Palestine,

mais je suis fermement convaincu qu'elle est aussi très bonne et très importante pour Israël.

Lors de cette visite en 2014, j'ai dit à mes homologues israéliens de l'époque, « S'il vous plaît, faites-le pour votre propre bien » : la solution des deux États, une solution durable. Je me félicite vivement que tout en se concentrant sur la gravité de la situation actuelle, le Conseil de sécurité mette également l'accent sur la solution à long terme.

Sur ce, je remercie à nouveau le Conseil de m'avoir invité. Je suis heureux d'être de retour dans cette salle, que j'ai autrefois beaucoup fréquentée. Pour terminer, comme je l'ai déjà dit, la réforme du Conseil de sécurité doit vraiment devenir un élément central et faire l'objet d'un engagement véritable, pour qu'elle soit digne de ce nom.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M. Ghebreyesus de sa nouvelle déclaration. Je le remercie également de sa présence aujourd'hui et de son exposé.

Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

La séance est levée à 17 h 35.